Bimensuel No 1 196 (69). Nouvelle série: du 23 janvier au 6 février [illegible] — 4 F —

l'Humanité Rouge

les fauteurs de vie chère



Troupes russes, hors d'Afghanistan !

Meeting 1er février Salle de la Mutualité 20h30 à l'appel du PCML et du PCRml et de l'UCJR

Soutenez «l'Humanité rouge»

Depuis toujours, *L'Humanité rouge* a dû faire appel à ses lecteurs pour assurer son existence, aux différentes étapes de l'histoire de ce titre. Au-delà de l'aide au journal lui-même, il s'agissait aussi d'une aide au Parti dont *L'Humanité rouge* a toujours été le porte-parole. Une nouvelle étape est maintenant engagée, constituant un pas en avant important pour les marxistes-léninistes de France : la parution d'un quotidien unique, résultant de la fusion de *L'Humanité rouge* quotidienne et du *Quotidien du peuple* contribuera de façon importante à préparer la naissance du Parti marxiste-léniniste unique. Il s'agit d'un pas extrêmement important dans ce sens.

Dans cette situation, *L'Humanité rouge* bimensuelle reste l'organe central du Parti communiste marxiste-léniniste. Son rôle spécifique sera de faire connaître les prises de position, l'action du PCML.

Camarades, lecteurs, aujourd'hui comme hier, *L'Humanité rouge* a besoin de vous, de votre soutien politique et financier. C'est pourquoi la souscription permanente est maintenant ouverte dans les colonnes de notre bimensuel.

SOUSCRIVEZ ET FAITES SOUSCRIRE !
SOUTENEZ L'ORGANE CENTRAL DU PCML !

Humanité rouge : BP 201, Paris 75826 Cedex 19 – CCP : 30 226 72.D, La Source (règlements en chèque bancaire, virement postal ou timbres)

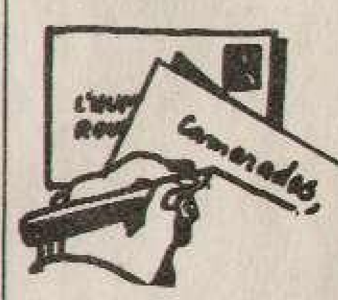
Souscription à la librairie	PARIS	180,00
Un camarade	PARIS	5,00
Un camarade	ORLEANS	10,00
Supplément à réabt bim. GJM	FINISTERE	42,00
Supplément à réabt. quot. DP	TALENCE	10,00
Supplément à réabt. quot. PL	LYON	10,00
Pour le journal unique – RPY	LYON	104,00
Supplément à réabt. quot. DL	SARTHE	10,00
Soutien au journal – HC	ANTONY	53,00
Supplément à réabt. quot. BA	ISSY les Mx.	500,00
Supplément à réabt. quot. – R.	LILLE	10,00
Cellules du PCML	ANGERS	1 180,00
Supplément à réabt. quot. – CP	MARTIGUES	60,00
Supplément à réabt. bim.	BOUSSAC	4,00
Suppl. à réabt. quot. et bim.	GUERET	20,00
2 camarades	BORDEAUX	200,00
J.S.	GRENOBLE	1 000,00
Supplément à réabt. quot. LJ	LAVAL	10,00
Supplément à règlement bim. M	STRASB.	20,00
Souscription à la librairie	LYON	68,00
Souscription 79 – CH. PH.	VENDEE	120,00
Souscription au local	PARIS	4,00
Des camarades vétérans du PCF	ESSONNE	50,00
Un couple, cellule du PCML	ESSONNE	500,00
Fond de caisse de la cellule	ESSONNE	1 000,00

Nouveau total au 4 janvier 1980 : 4 170,00

Depuis le 4 janvier 1980, de nouvelles sommes nous sont parvenues, le nouveau total au 23 janvier est de : 9 000 F (la liste en sera publiée dans le prochain bimensuel).

ABONNEMENT BIMENSUEL			
	Pli ouvert	abt de soutien	pli fermé
1 mois	8 F	15 F	15 F
3 mois	24 F	45 F	45 F
6 mois	48 F	90 F	90 F
1 an	96 F	180 F	180 F

Courrier des lecteurs



A propos de l'article de Charles Malloire sur les résultats des élections prud'homales

Chers camarades,

Je prends la plume suite à l'article de Ch. Malloire sur les élections prud'homales.

Le camarade souligne la stabilité de l'électorat des différents syndicats, CGT, CFDT, FO.

Il l'attribue aux liens qui existent entre les militants syndicaux et les travailleurs qui se reconnaissent en eux. Et comme ces liens ne sont pas neutres, ils correspondent à la reconnaissance implicite d'une stratégie.

Il en déduit que la division de la classe ouvrière en trois syndicats serait imputable finalement à l'existence dans les rangs ouvriers de trois stratégies différentes contraires aux intérêts des travailleurs.

Je crois que le camarade ne va pas vraiment au fond de la question. Pourquoi y a-t-il trois grands syndicats en France ? Est-ce qu'il ne faut pas chercher la réponse dans la réalité de la classe ouvrière d'aujourd'hui ? Est-ce que ce n'est pas dans la situation matérielle de la classe ouvrière qu'il faut rechercher la raison de sa division et non dans les idéologies, les stratégies qui n'en sont que le reflet ?

Je ne peux pas m'empêcher de rapprocher de ces résultats l'exposé qui nous avait été fait au sein de la CFDT avant mars 78 à propos d'une enquête sur *«la classe ouvrière aujourd'hui»* réalisée par des sociologues dont je n'ai pu retrouver les références.

Ceux-ci déduisaient de leur travail d'enquête qu'il existait trois comportements fondamentaux dans la classe ouvrière et ils en tiraient la conclusion qu'il y avait *«trois classes ouvrières»* :

– *la classe ouvrière «professionnelle»* possédant une qualification, vis à vis de laquelle il était nécessaire de faire la preuve de son savoir-faire professionnel pour être admis. Mais une fois que c'était fait, il était facile de débattre, le débat sur des orientations politiques et syndicales étant largement admis, la tolérance étant de règle ;

Suite page 4.

l'Humanité Rouge

ORGANE CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE MARXISTE-LÉNINISTE

Sommaire

Editorial

International

Le fil de l'actualité

Magazine



Directeur politique : Jacques Jurquet. *Rédacteur en chef* : Pierre Burnand. *Rédacteurs* : Joël Fabien, Catherine Lemaire, Nathalie Villotiers, Charles Malloire. *International* : Serge Forest, Evelyne Le Guen. *Culturel* : Estelle Delmas, Bob Regard, Michel David. *Collaborateurs* : Rémi Dainville, Hervé Dastar. *Secrétaire de rédaction* : Claude Dhalluin. *Administration* : Henri Bernard, Sophie Retz. *Imprimerie La Nouvelle*. *Directeur de publication* : André Druesne.

L'Humanité rouge BP 201 - 75926 Paris Cédex 19 CCP : 3022672 D La Source. Commission paritaire No 57952 Distribution NMPP. Dépôt légal 3e trimestre 1979. Directeur de publication : André Druesne. Imprimerie La Nouvelle.

ATTENTION

Pour abonnement ou réabonnement Quotidien du Peuple (uniquement), écrire :
Quotidien du Peuple
Boite postale 225
75927 PARIS Cedex 19

Pour abonnement ou réabonnement à HR bimensuelle et Faucille, écrire :
Humanité Rouge
Boite postale 201
75926 PARIS Cedex 19

Pour les articles destinés au Quotidien du Peuple ou au bimensuel ou à la Faucille, les expédier aux adresses respectives cités plus haut.

Suite de la page 2.

— *la classe ouvrière «déqualifiée»*, celle des OS et des manœuvres au sein de laquelle les relations personnelles, affectives, sont prépondérantes. Toute discussion mettant en cause l'unité constituée sur la base de ces relations est mal perçue dans le groupe;

— *la classe ouvrière «maison»*, celle dont l'idéal est la collaboration avec le patron et la promotion individuelle dans l'entreprise.

On peut difficilement s'empêcher de faire le rapprochement

— professionnels — CGT — tradition politique et syndicale
— déqualification — CFDT — prolétarisation récente, OS
— collaboration de classe — FO — petites entreprises.

Si les divisions que l'on rencontre sur le plan syndical étaient imputables à des orientations stratégiques différentes, il serait possible par la lutte politique et idéologique, comme le propose Ch. Malloire, de réduire ces divisions.

Je crains qu'elles ne soient plus profondes, plus ancrées dans la réalité de l'appareil productif et donc que nous ayions moins de prise sur elles.

Dans le cadre de la préparation du IVe Congrès et du congrès d'unification, nous devons approfondir la réalité interne de la classe ouvrière, des courants qui la traversent, des obstacles à son unité. Nous disons souvent : *«La classe ouvrière est unique, ses intérêts sont uniques»*. Assurément, nous allons un peu vite en besogne.

Il existe des facteurs objectifs de division de la classe ouvrière. Toute la politique du patronat consiste à prendre appui sur ces facteurs objectifs pour aggraver la division et empêcher la classe ouvrière de jouer son rôle historique dans la transformation sociale.

Notre but est rigoureusement inverse, mais pour y parvenir, nous devons nous attacher à cerner la réalité objective de la classe ouvrière même (et surtout) si cette réalité nous montre les difficultés de notre tâche de parti révolutionnaire.

Fraternellement.

Un camarade (Nice)

Poursuivre notre analyse de la réalité de la classe ouvrière

Cher camarade,

Je pense que ta présentation de notre recherche des raisons qui sont à l'origine de la stabilité des votes lors de ces élections prud'homales ne rend pas tout à fait compte des différents facteurs que nous avons essayé de mettre à jour.

Rappelons que la stabilité peut s'expliquer par le reflet de choix politiques qui prennent en compte les options stratégiques des syndicats, mais aussi des choix qui se fondent sur les liens profonds entre les ouvriers et leurs sections syndicales dirigées par des militants connus de longue date. Nous ajoutions que les orientations stratégiques et immédiates ont influé lors de ces élections, beaucoup plus sur la frange syndiquée, disons organisée, que sur la frange non syndiquée. Rappelons que moins de 20% de la classe ouvrière est syndiquée. En fait, nous ne pensons pas que la classe ouvrière soit divisée en trois syndicats, même si celle-ci a réparti ses voix sur essentiellement trois syndicats lors de ces élections.

Ces précisions apportées, la question que tu poses : *«Pourquoi y a-t-il trois grands syndicats en France?»*, nous paraît très importante. Tu attires notre attention sur un défaut de notre analyse de la classe ouvrière qui nous conduit à des appréciations unilatérales. *«Est-ce que ce n'est pas dans la situation matérielle de la classe ouvrière qu'il faut rechercher la raison de sa division et non dans les idéologies, les stratégies, qui n'en sont que le reflet?»*. A cette juste question, nous pensons qu'il faut répondre affirmativement. La division de la classe ouvrière tient effectivement à la différence de situation qui existe dans la classe ouvrière comme, par exemple entre celle d'un manœuvre et celle d'un ouvrier qualifié, etc. Reconnaître cette réalité n'exclut pas de considérer qu'à ces facteurs objectifs de division s'ajoutent des facteurs subjectifs recouvrant différents courants politiques et idéologiques dialectiquement liés d'ailleurs aux différentes conditions que peuvent avoir les ouvriers ou catégories d'ouvriers dans le système de production.

Nous partageons ton désir de voir approfondir la réalité interne de la classe ouvrière, des courants qui la traversent, des obstacles à son unité. Cela constitue un besoin pour nous, mais aussi pour la classe ouvrière elle-même. Car c'est en partant de sa conscience de sa propre division, mais aussi de ce qui l'unit (en particulier, quelle que soit sa condition, l'ouvrier est contraint de vendre sa force de travail aux capitalistes s'il veut vivre aujourd'hui), que notre Parti parviendra avec les éléments les plus avancés de la classe ouvrière à lui faire reconquérir son unité de classe. A propos de la présentation que tu fais d'une tentative d'analyse de la classe ouvrière dans la CFDT et pour aider ta réflexion, voici quelques remarques.

— *Le rôle des professionnels dans le mouvement syndical.* Il existe effectivement mais aussi bien à FO, à la CFDT, qu'à la CGT. Ce rôle pourrait venir à la fois des traditions syndicales dans cette catégorie d'ouvriers et de l'existence, dans cette catégorie d'ouvriers, d'«intellectuels ouvriers» rompus de par leur formation à la réflexion théorique, politique, sociale, etc.

— *Le rôle des OS.* Ils ont donné indéniablement un caractère radical aux luttes, renouant avec des traditions de lutte abandonnées suite au déferlement du révisionnisme moderne sur le mouvement ouvrier.

Après mai 68, la CFDT a certainement gagné véritablement sa place chez les ouvriers. Antérieurement, la CFDT était généralement implantée chez les techniciens, les agents de maîtrise. Les prises de position de la CFDT en 68, le rôle qu'a joué cette confédération dans les luttes ouvrières des années 70 (Joint français, Pennaroya, Lip, Nouvelles Galeries Thionville, etc.) comparativement à celui de la CGT, a permis à la CFDT de conquérir de nombreuses adhésions chez les OS et gagner la confiance de nombreux ouvriers sans qualification grâce aux augmentations uniformes opposées aux augmentations en pourcentage que la CFDT et particulièrement les professionnels assez et hautement qualifiés défendaient fermement. Aujourd'hui, la réalité s'est encore modifiée car la CGT prend en compte les augmentations uniformes, la CFDT en revient à une politique de séduction des ingénieurs, cadres, techniciens et agents de maîtrise; cf résultats des élections prud'homales... Ces modifications rendent plus criante la nécessité de l'analyse de la classe ouvrière. En souhaitant recevoir d'autres lettres concernant ces questions, reçois nos fraternelles salutations.

Ch. Malloire

EDITORIAL

L'agression anti-ouvrière

Oui, le mot n'est pas trop fort, c'est bien une agression contre les revenus et les conditions de vie des travailleurs qui se développe actuellement. Qu'on en juge. D'après des statistiques officielles du ministère du travail d'octobre 78 à octobre 79, le pouvoir d'achat des ouvriers a diminué de 0,1 jusqu'à 3,9%. Dans le même temps, le nombre des chômeurs s'est accru de 10,6%. Ces résultats des plans Barre successifs ne suffisent pourtant pas au gouvernement et au patronat.

Le 15 janvier, Barre a signé un décret selon lequel, à partir du 1er mai prochain, les Mutuelles ne pourront plus rembourser 100% des frais médicaux non couverts par la Sécurité sociale. Le malade devra obligatoirement payer au moins 1/5 des frais non remboursés par la Sécurité sociale, soit environ 5% du montant des frais. Il s'agit là d'une nouvelle attaque contre les revenus des travailleurs qui devront débourser plus pour leur santé mais aussi d'une atteinte au droit à la santé. Plus nombreux seront ceux qui hésiteront avant de se soigner.

Depuis le début de ce mois, plusieurs dizaines de milliers de chômeurs se retrouvent sans plus aucune aide à la suite d'une loi adoptée en décembre dernier. Avec cette loi, les chômeurs ne touchant plus d'indemnité en raison de la durée de leur chômage se voient supprimer l'Aide publique. Il ne leur reste que l'Assistante sociale. Dans le même temps, ***la durée moyenne du chômage est passée à 244 jours.***

En vertu d'une autre loi, après une année passée sans indemnité, ces chômeurs se verront supprimer la Sécurité sociale. Ils devront souscrire une assurance s'ils veulent être couverts en cas de maladie ou d'accident.

A tout cela, ajoutons que depuis le début de ce mois, les marges commerciales sont libérées. Dans les prochains mois, les conséquences de cette décision ne manqueront pas de se faire sentir. En août 78, le gouvernement avait déjà adopté cette mesure pour le prix du pain. ***18 mois après, le prix du pain a augmenté de 30%!***

Trop, c'est trop! Le patronat et le gouvernement, dans la guerre qu'ils mènent contre les travailleurs, veulent réduire au maximum les revenus pour gonfler leurs profits. Ils utilisent la division des ouvriers entretenue par ceux dont le souci est de faire prévaloir leurs intérêts de partis et leurs ambitions politiciennes au détriment des intérêts des travailleurs. Mais tôt ou tard, la riposte à cette agression viendra, des rangs de la classe ouvrière. Là où il y a oppression, il y a révolte. Le pouvoir se croit aujourd'hui tout permis. Cela ne durera pas indéfiniment. Bon nombre d'hommes et de femmes, dévoués aux intérêts de leur classe, appartenant à différents partis ou syndicats, s'y emploient avec persévérance. Leurs efforts, qui sont aussi les nôtres, porteront leurs fruits. Il faudra bien que ce pouvoir et le patronat rabattent leur arrogance.

«C'est la faute du pétrole», disent-ils, jusqu'à provoquer l'écœurement. Ce serait si bon, se disent-ils, que les travailleurs s'en prennent non pas à eux mais aux pays producteurs de pétrole. Pour contribuer à combattre leurs mensonges, nous publions un dossier qui montre qui sont les fauteurs de vie chère.

Pierre BURNAND

ACTUALITE — CORSE



La lutte d'un peuple

Hervé Dastar

Dans un des multiples face à face gendarmes-manifestants, au cours d'un de ces dialogues houleux, un des gendarmes mobiles crut clouer le bec à son interlocuteur en lançant à la cantonade : « *Mais nous sommes tous des Français !* » Les éclats de rire des plus jeunes, les commentaires en langue corse des plus vieux vont montrer à cet engagé que les ancêtres des Corses n'étaient pas des Gaulois et que la carte d'identité ne fait pas la nation.

Car c'est bien la question de la nation corse, de sa spécificité qui est au cœur des événements récents. Il faut remonter à 1755. Pascal Paoli rentre en Corse. Le 13 juillet, il est élu chef de la nation. Il va transformer la Corse, lui donner l'indépendance et l'engager dans la voie du progrès. En 8 ans, il réalise l'unité complète de la Corse, sauf quelques grandes villes de la côte, toujours tenues par les Génois. En 1755, il promulgue une nouvelle Constitution qui sera, 34 ans avant la Révolution française, la plus démocratique du monde et dont s'inspireront les législateurs américains et français. Il réforme la justice, interdit la « vendetta » qui décimait alors la Corse. Il développe l'agriculture (châtaignes, vigne, oliviers, pommes de terre, etc.), les fabriques, le commerce. Il organise une armée composée d'une milice paysanne. Il dote la Corse d'une marine de guerre et de chantiers navals, crée l'Hôtel des monnaies, fait construire des écoles dans la plupart des villages et ouvre, en 1765, l'université de Corse, gratuite, où tous les professeurs sont Corses. Il installe enfin une imprimerie nationale qui sort un journal et un livre qui expliquent les objectifs et le déroulement de la révolution corse.

Son œuvre est alors saluée par tous les grands philosophes du 18e siècle, elle est celle d'un précurseur des grandes révolutions bourgeoises.

Cette nation sera vendue par Gênes à la France. La suite de l'histoire de la Corse ne sera qu'une série d'actions de résistance à l'intégration et au pillage. La Corse, nation vaincue, n'a donc ni le passé d'un département français ni celui d'un pays d'Outre-mer, colonisé au 19e ou au 20e siècles.

L'économie corse

L'économie corse, économie essentiellement rurale, au début du siècle, va connaître l'exode comme partout ailleurs. Cela se traduira non par l'apparition d'une agriculture capitaliste mais par l'abandon des terres et par le départ des hommes pour le continent. L'hécatombe des 40 000 Corses, en 1818, va mettre en état de dépendance l'Ile pour sa simple subsistance. Les entreprises d'artisanat ou de petites industries qui existaient au 19e siècle vont peu à peu fermer leurs portes. Un seul exemple : en 1833, le seul arrondissement de Bastia comptait des fabriques de savon, des industries de tabac, des verreries, 13 vanneries, 3 forges, 36 moulins à huile, 350 moulins à farine, 250 métiers pour la fabrication de la toile, 112 machines à tisser, 17 distilleries. Mis à part le tabac, aujourd'hui il n'en reste rien ou presque.

Jusqu'en 1960, la Corse intéressait peu l'État capitaliste, plus préoccupé de ses colonies. A cette date, les reculs de l'impérialisme français vont le conduire à investir dans l'Ile et des technocrates prévoient un « développement » fondé sur le tourisme d'une part, sur la culture des agrumes d'autre part. La troisième ligne de force qui ne figure pas dans le plan officiel est d'utiliser la Corse comme un porte-avions en Méditerranée où la France a perdu toutes ses bases, en particulier celle de Mers El-Kébir en Algérie.

Si ces orientations ont pu procurer quelques devises, elles n'ont fait qu'aggraver la désertification de l'Ile, la mainmise sur l'économie corse des entreprises extérieures. Les chiffres sont d'ailleurs là pour le prouver. L'agriculture traditionnelle corse représente 6 000 hectares et l'agriculture moderne non-corse 29 600 hectares. La Corse compte 114 900 hectares de terre arable non cultivée. Entre 1970 et 1975, ce sont 900 exploitations agricoles qui ont disparu. Au niveau de l'artisanat, ce n'est guère mieux. La Corse compte un chiffre record de création d'entreprises, elle bat aussi tous les records de faillite. L'on a abouti à cette situation où, sur 230 000 habitants, il n'y a plus que 150 000 Corses d'origine, à cette situation où le nombre de décès excède le nombre de naissances, à cette situation où 3 500 jeunes Corses sont en train de faire leurs études sur le continent tandis que 3 000 autres s'inscrivent au chômage.

La télévision et la radio nous vantent les promesses de Giscard lors de son voyage en 1978. Le vrai sens de ce voyage fut, en fait, le vrai choix délibéré d'asseoir l'emprise capitaliste sur la Corse en confortant la puissance des clans. Car les clans constituent une spécificité de la vie politique corse. Par des liens d'allégeance de génération en génération, par le clientélisme (saupoudrage de petits avantages contre un bon vote), deux grandes familles, les Rocca Serra pour la droite et Giaccovi pour la gauche (MRG), se partagent le pouvoir. Giscard, lors de son périple insulaire, n'a rien fait d'autre que d'apporter des garanties et des subsides aux pouvoirs claniques.



Un pays occupé... Les forces de répression du gouvernement Giscard-Barre en position.



Après l'épisode « l'hôtel Fesch », les militants nationalistes ont défilé, drapeaux à la tête de Maure déployés, dans les rues d'Ajaccio. Plusieurs d'entre eux ont été déférés devant la Cour de sûreté de l'État.

Les forces politiques traditionnelles sont d'ailleurs toutes plus ou moins compromises avec les clans. Le Parti socialiste oscille entre une alliance avec le clan de gauche (Giaccovi) et les attitudes favorables aux autonomistes. Ainsi, par exemple, à Bastia et Corte, le PS, qui est par ailleurs plus faible que sur le continent, appelait aux manifestations du dimanche 13 janvier alors qu'à Ajaccio, il s'y est opposé.

Le PCF s'il lui arrive pour favoriser certaines élections, de s'allier avec n'importe qui, n'en poursuit pas moins une politique fondée essentiellement sur sa propre activité. Après une chute de ses effectifs et de ses scores électoraux, le PCF amorce aujourd'hui une remontée électorale certaine. Totalement opposé au départ au mouvement autonomiste, il tente aujourd'hui d'accréditer l'idée que ses projets législatifs correspondent aux aspirations du mouvement. Et s'il emploie le terme de « peuple corse », il se refuse toujours à reconnaître le droit du peuple à décider lui-même de son propre sort. La volonté du PCF d'exhiber les drapeaux tricolores lors de tous les rassemblements est toujours à l'origne de conflits avec les manifestants. Et son absence lors des initiatives de masse du dimanche 13 janvier, sous prétexte que « *les manifestations de rue ne peuvent qu'offrir des prétextes aux provocations du pouvoir* », a été vivement critiquée.

Face à ces partis qui n'ont pas su ou pas pu formuler des revendications conformes à l'aspiration nationale du peuple corse, le mouvement nationaliste s'est affirmé depuis 1957 avec la création de l'Action Régionaliste Corse et, jusqu'à aujourd'hui, avec plus de plus en plus de vigueur.

Jusqu'aux événements d'Aléria en 1975, l'unité du mouvement restait symbolisée par la personnalité du docteur Edmond Siméoni. Mais des nationalistes ont jugé le mouvement autonomiste insuffisamment radicalisé sur le plan de l'action et sur le plan de la revendication. Le Front de libération nationale de la Corse va revendiquer l'indépendance de l'Ile et lutter essentiellement par des attentats. Ceux-ci, dans un premier temps, bénéficieront d'une certaine compréhension : nul ne pleurera sur le château de tel milliardaire, sur la villa d'une commissaire de police ou sur la base de Solenzara.

Mais le FNLC, par la revendication d'indépendance et par ses attentats, semble se couper de plus en plus de la population qui est solidaire de l'affaire de Bastelica, conduite par l'UPC, et est restée presque insensible, sinon déçue, par l'enlèvement d'un pied-noir de 70 ans dans la plaine orientale.

Le Fronte di u Populu Corsu, représenté surtout à Ajaccio, se veut à la fois socialiste et nationaliste. Mais, en fait, c'est l'Unione di u Populu Corsu (UPC) qui est l'organisation la plus représentative. Depuis quelques mois, l'UPC a accentué son travail en profondeur dans les villages, ce qui s'est concrétisé par le succès d'un rassemblement de 8 000 personnes cet été à Ajaccio.

L'UPC a mis au point un statut d'autonomie (qui rejette « *le capitalisme et le collectivisme* ») et revendique un référendum sur cette question. Elle a, en outre, décidé de mener un certain nombre d'actions pour révéler au peuple corse les différents aspects du système de domination de l'Ile. Enfin, depuis un an, les marxistes-léninistes développent une action organisée à Ajaccio. Le drapeau rouge à tête de Maure de la section corse du PCML flotte dans les manifestations. Sans se substituer aux organisations légitimes du peuple corse, des militants participent pleinement à toutes les initiatives du mouvement patriotique, tout en apportant un soutien aux luttes ouvrières et populaires menées contre la politique de Giscard-Barre.



Sur les régions où a été soulevée la question des minorités nationales

La désagrégation de «l'empire français», la faillite de l'impérialisme rentier, parasitaire, colonial, la «restructuration» forcée de l'appareil productif en France même, ont remis à l'ordre du jour le problème des minorités nationales. (...)

En outre, en Corse existe un peuple aux caractéristiques bien nettes, une très forte unité géographique, économique, culturelle, un passé historique original fondé sur le fait que la région n'a pas été rattachée à la France dans le cadre de la révolution antiféodale, mais existait comme république démocratique indépendante lorsque la France l'a annexée par la violence. Les meilleures terres, les crédits de développement, ont été attribués à de gros propriétaires non corses, en général à d'anciens colons d'Afrique du nord ; la majorité de la population d'origine corse a été contrainte à l'exil et il existe un véritable dépeuplement ; les provocations de toute sorte — injures, assimilations racistes («fainéants et brigands») au peuple corse, implantation de bases de la Légion étrangère, de forces militaires se conduisant en troupes d'occupation, infiltration de barbouzes, brimades policières — sont pratiquement quotidiennes.

Dans cette situation, en règle générale, le **PCML** :

— encourage les travailleurs à être solidaires de la lutte d'ensemble contre la bourgeoisie impérialiste française et les superpuissances et à développer dans l'immédiat leurs luttes

— contre l'expropriation des petits paysans
— contre les licenciements, le chômage, l'exode
— contre la surexploitation et les abattements de salaire
— contre l'oppression linguistique, contre le mépris des cultures populaires, contre le chauvinisme de la bourgeoisie française ;

— soutient le combat pour «le droit de vivre et travailler au pays», dans la mesure où il exprime essentiellement l'unité ouvrière et populaire contre toutes ces formes d'exploitation et d'oppression engendrées par le développement capitaliste ;

— soutient les militants et les forces victimes de la répression de l'Etat bourgeois ainsi que des campagnes de calomnies, de division ou de récupération des politiciens bourgeois de droite et de «gauche» ;

— œuvre au renforcement décisif de l'unité des ouvriers et des petits paysans pour la révolution socialiste qui, seule, peut à la fois abolir l'exploitation des ouvriers et l'oppression des petits paysans, respecter et développer les langues minoritaires et les cultures populaires, apporter un soutien spécial à l'amélioration de l'économie et du bien-être dans les régions jusque-là particulièrement pressurées par la bourgeoisie française.

Lorsque, comme en Corse, il existe une oppression comparable par bien des aspects à celle des colonies, notre Parti se fonde sur le principe marxiste-léniniste du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Prétendre que le peuple corse doit nécessairement attendre la révolution socialiste pour se libérer de la tutelle de la bourgeoisie impérialiste française, cela serait une attitude étroite et chauvine. Notre Parti estime donc que c'est aux masses populaires corses de décider si elles désirent ou non l'indépendance, la séparation d'avec l'Etat bourgeois impérialiste français.

(...)



AFGHANISTAN :
Les mensonges de Moscou

Serge Forest

C'est seulement plus de quinze jours après l'invasion de l'Afghanistan par ses troupes que Brejnev s'est expliqué pour la première fois le 13 janvier dans une « *interview* » donnée à la PRAVDA. En fait d'interview il s'agissait plutôt, après deux semaines de silence, d'une déclaration longuement préparée et visant à justifier a posteriori une intrusion dans un autre pays de 85 000 hommes équipés de matériel ultra-moderne. Visant aussi à justifier la première action de ses troupes : le renversement du gouvernement afghan et son remplacement par d'autres hommes venus tout droit de MOSCOU dans les bagages de l'armée russe. En fait résumée l'argumentation de Brejnev tient en peu de lignes. Elle est aussi nette, aussi sèche, aussi tranchée que la trajectoire d'un char.

L'armée russe a envahit l'AFGHANISTAN, pour éviter de succomber à une agression extérieure.

***« Nous sommes intervenus dit-il à la demande réitérée du gouvernement afghan »*, pour défendre la révolution afghane contre laquelle *« l'impérialisme a déclenché avec ses complices une guerre non déclarée »* avec des *« dizaines de milliers de rebelles armés et formés à l'étranger »*.**

Ne pas le faire « signifiait observer passivement apparaître à *notre frontière méridionale un foyer de menaces pour la sécurité de notre Etat »*.

***« Ces contingents seront retirés dès que les causes qui ont poussé les dirigeants afghans à nous adresser des demandes d'envois de troupes seront éliminées »*.**

En somme dit Brejnev, l'AFGHANISTAN n'est pas un problème, ce n'est qu'un prétexte qu'utilisent les Américains pour envenimer la situation mondiale : *« S'il n'y avait pas eu cela, les U.S.A. et certains milieux de l'O.T.A.N. auraient trouvé un autre prétexte »*.

Le moins que l'on puisse dire c'est que Brejnev ne s'embarasse pas beaucoup des faits. Car enfin, pas un seul de ses arguments ne résiste à la plus évidente, à la plus banale des vérités :

« Nous sommes intervenus à la demande du gouvernement afghan » dit-il.

Du quel pourrait-on demander ?

De celui qu'ils ont renversé et dont ils ont fusillé le président ? ou de celui qu'ils avaient amené avec eux dans leurs valises ? Assurément pas du premier.

Cette méthode consistant à amener avec soi un gouvernement tout préparé et à justifier ensuite son intervention en disant que c'est ce gouvernement qui vous a appellé à l'aide est d'ailleurs propre à MOSCOU et à ses alliés qui l'utilisent systématiquement pour justifier leurs invasions. Que ce soit les russes à PRAGUE en 68 ou les Vietnamiens au CAMBODGE l'an dernier.

Malgré tout ce que peut dire Brejnev, il est évident que le gouvernement AMIN n'a pas été renversé par un soulèvement populaire, mais par les blindés russes. Tout un pays en est témoin .

« L'impérialisme a déclenché avec ses complices une guerre non déclarée à l'AFGHANISTAN avec des dizaines de milliers de rebelles armés et formés à l'étranger »

Suit, dans les explications soviétiques, comme dans celles de MARCHAIS, une série d'assertions qui à la vérification se sont toutes avérées fausses :

La première est sans doute la plus grossière : l'ancien président AMIN était un agent de la C.I.A. C'est grotesque. La vérité c'est que AMIN, tout comme son prédécesseur TARAKI, et comme son successeur KARMAL, était un partisan inconditionnel de l'alliance avec MOSCOU. La véritable raison de sa chute c'est l'échec de de ses tentatives de briser la rebellion musulmane, malgré la répression et la terreur qu'il faisait régner dans le pays. C'est aussi son impopularité croissante. Il était plus que temps pour l'U.R.S.S. de *remercier* ce serviteur zélé mais inéfficace et de venir faire elle-même la police. Il faut ajouter à cela les luttes et les jalousies en deux clans constitués par les deux partis pro-soviétiques qui avaient pris ensemble le pouvoir en 1978.

Le PARCHAM, de KARMAL, le KAHLQ, de TARAKI et d'AMIN.

Cette lutte avait conduit à l'élimination de tous les postes clés des hommes du PARCHAM. KARMAL



Karmal, le nouveau « chef » d'État afghan arrivé dans les valises des soldats russes.

lui-même s'était retrouvé, ironie du sort, ambassadeur à PRAGUE. On voit qu'il a mis son séjour à profit pour tirer de précieux enseignements.

Des dizaines de milliers de rebelles, certainement tout un peuple en arme même, *armés et formés à l'étranger,* certainement pas. Ou alors c'est que le peuple iranien qui jette les Américains de son pays était lui aussi payé par la C.I.A. Car, sur le fond, c'est exactement le même combat que menaient au nom de l'islam les Iraniens contre un régime vendu aux Américains, et que mènent aujourd'hui les guerilleros afghans au nom de l'islam également, contre les régimes successifs vendus aux Russes.

Quant à leurs armes parlons-en. Des pétoires qui constituent depuis des décades la base de l'artisanat et du commerce local, et des balles achetées 2 dollars (environ 8 F) pièce. Pour avoir ces balles certains de ces bergers ont tout vendu, maison et moutons.

Dans son discours éclat en direct du KREMLIN, MARCHAIS faisait état de 30 camps d'entraînement de ces guerilleros filmés par la chaîne de T.V. américaine *C.B.S.* au PAKISTAN. A une demande de précision de celle-ci, MARCHAIS n'a pu que rester muet. Il s'agissait d'un faux mis en scène par les Soviétiques pour étayer la thèse de *« l'agression extérieure ».* Thèse utilisée par tous les tyrans du monde de THYEU au VIETNAM au SHAH en IRAN en passant par SOMOZA au NICARAGUA, lorsqu'ils étaient confrontés à un soulèvement populaire.

« Un foyer de menaces pour la sécurité de notre Etat »

Il y est nécessaire de rappeler ici que depuis la Révolution iranienne les Américains ne possèdent plus aucune base militaire dans la région. Et surtout pas au PAKISTAN auquel ils refusent de livrer des armes depuis 2 ans pour le punir de son manque de docilité en matière d'énergie nucléaire. De plus, l'U.R.S.S. ne pouvait en rien se sentir menacée, première puissance militaire mondiale qu'elle est, ni par l'AFGHANISTAN ni par le PAKISTAN. Quant aux Américains, nous l'avons dit, il n'y en avait plus à moins de 4 000 kilomètres de là, sur l'îlot de DIEGO-GARCIA. Il s'agit donc bien, là aussi, d'un prétexte destiné à justifier l'intervention brutale des chars soviétiques. Et d'un prétexte dangereux. Car enfin, si chacune des deux super-puissances s'autorise à intervenir militairement quand *« elle s'estime menacée »* par les affaires intérieures d'un pays voisin, il n'y a aucune raison pour que les U.S.A. n'envahissent pas le MEXIQUE et que les Russes ne poursuivent pas avec l'IRAN, la TURQUIE et pourquoi pas la YOUGOSLAVIE ?

« Ces contingents seront retirés dès que la cause de leur envoi sera éliminée »

Monsieur de La PALISSE en aurait dit autant *« Tant qu'ils seront nécessaires on aura besoin d'eux ».* Mais nécessaire à quoi, si ce n'est à faire régner l'ordre soviétique sur le pays.

Quelle différence entre les soldats russes qui *« protègent la révolution »* et le gouvernement de KARMAL en patrouillant dans les rues de KABOUL et les soldats américains qui patrouillaient dans les rues de SAIGON pour protéger la *démocratie* et le gouvernement de THYEU ?

D'un côté comme de l'autre le maître soutien son pantin, le fantoche qu'il a mis au pouvoir et combat les *« rebelles à la solde de l'étranger ».* C'est-à-dire le peuple qui lutte pour sa liberté, et ça c'est une cause difficile à éliminer. Lorsqu'en 1968, les chars russes entraient dans PRAGUE, eux aussi devaient y rester une *durée limitée.* Douze ans après ils y sont toujours.



Patriotes afghans en position de combat.

« L'AFGHANISTAN n'est qu'un prétexte utilisé par les Américains et l'O.T.A.N. pour envenimer la situation mondiale »

Il ne fait aucun doute qu'en matière d'ingérence étrangère et de guerre impérialiste les Américains sont particulièrement bien placés pour la fermer. On n'a oublié ni le VIETNAM ni le CHILI.

Mais le fait est que l'agression soviétique en AFGHANISTAN a aussi fait réagir presque tous les pays du Tiers-monde. Ceux qui précisément sont systématiquement du côté agressé et qui à ce titre peuvent parler et de pays qu'on ne peut pas soupçonner toujours d'amitié avec WASHINGTON. L'IRAN : *« L'AFGHANISTAN est le VIETNAM des Russes ».* La YOUGOSLAVIE : *« Une intervention inadmissible »,* la ROUMANIE, l'IRAK, le VENEZUELA, le MEXIQUE... La quasi totalité des pays non-alignés se sont déclarés violemment opposés à cette ingérence de type impérialiste.

Lors du vote à l'O.N.U., le 15 janvier, de la condamnation de l'intervention soviétique, face à 18 pays seulement soutenant l'agression, 104 votèrent cette condamnation. Une unanimité rarement atteinte.

C'est qu'ils ont bien compris le danger. Ils ont compris qu'au-delà de l'AFGHANISTAN, s'ils ne réagissent pas, c'est chacun d'eux qui est menacé. Et c'est aussi la paix mondiale qui est menacée.

SERGE FOREST



Le PCF à l'heure de Kaboul

Pierre Burnand

Le soutien apporté par Marchais et la direction du PCF à l'invasion soviétique en Afghanistan a jeté une lumière crûe sur leurs rapports avec l'URSS ainsi que sur les conceptions qui ont pu les conduire à prendre une telle position .

On pouvait se dire que, devant le caractère évident de l'invasion soviétique, la direction du PCF, sans aller jusqu'à une condamnation, émettrait au moins des réserves. Il n'en a rien été. C'est à un soutien pur et simple que l'on a assisté. Pour l'essentiel, les explications et les arguments utilisés sont ceux-là mêmes employés par Brejnev. Des arguments martelés quotidiennement dans *«L'Humanité»* mais bien fragiles face aux faits (voir l'article de Serge Forest).

UNE LOGIQUE...

Choquant et ouvert, ce soutien s'inscrit néanmoins dans la logique des positions internationales constantes du PCF. Sur les questions essentielles en effet, concernant notamment l'analyse de la situation mondiale, le PCF soutient les conceptions et les initiatives de l'URSS. Celle-ci est présentée comme une «force de paix» appartenant aux «forces de libération sociale, nationale et humaine». C'est ainsi qu'en parlait le 23ème congrès du PCF.

C'est au nom d'une telle analyse que, dans la plupart des cas, au cours de ces dernières années, le soutien ou le silence complice ont été de règle. Le soutien à l'invasion vietnamienne au Cambodge il y a un an, en fut une illustration ; de même que le soutien à l'intervention soviéto-cubaine en Angola il y a plus longtemps. Tandis qu'était dénoncée violemment telle ou telle mesure militaire d'un pays occidental ou des Etats-Unis (par exemple la bombe à neutrons et plus récemment les fusées Pershing), par contre le silence total était fait sur le développement considérable du potentiel militaire soviétique (déploiement de sa flotte, installation des fusées SS 20 dirigées sur l'Europe de l'ouest, etc.).

Deux exceptions à ce soutien : l'Erythrée et la Tchécoslovaquie. Encore faut-il y regarder de plus près. Après avoir condamné en 1968 l'invasion soviétique en Tchécoslovaquie, la direction du PCF s'est accomodée de l'occupation permanente du pays par les forces armées soviétiques et de la «normalisation». Quand donc, depuis 1968, la direction du PCF a-t-elle exigé et agi en faveur du retrait des troupes soviétiques de Tchécoslovaquie?

Quant à l'Erythrée (lutte ancienne qui se mena d'abord contre l'impérialisme américain), on cherchera vainement dans *«L'Humanité»* les informations faisant état des crimes commis par les troupes d'agression soviétiques et cubaines dans ce pays. On ne connaît pas non plus l'action menée par le PCF pour le retrait de ces troupes d'agression.

La position adoptée par la direction du PCF au sujet de l'invasion de l'Afghanistan n'est donc pas un coup de tonnerre dans un ciel serein.

UN RESSERREMENT DES LIENS AVEC L'URSS

Néanmoins, elle marque malgré tout une certaine évolution dans le sens d'un resserrement des liens avec l'URSS. Il est indéniable que, ces dernières années, la direction du PCF avait pris quelques distances vis à vis de l'URSS et un certain nombre de critiques avaient été émises, notamment à l'égard des actes de répression commis en URSS. Ces prises de position avaient d'ailleurs été suivies de très violentes attaques de la part de la propagande soviétique.

Ces critiques avaient traduit une volonté d'indépendance par rapport à l'URSS et exprimaient la nécessité d'être crédibles, en France, au sujet des libertés.

L'approbation de l'invasion de l'Afghanistan (alors que celle de la Tchécoslovaquie avait été condamnée) marque un pas en arrière important. D'autant plus que d'autres faits doivent être mentionnés. Il y a peu, le PCF participait en Hongrie à une conférence avec les partis au pouvoir en Europe de l'est, au sujet des rapports avec les partis sociaux-démocrates; quelques temps après, *«La Pravda»* publiait un article de Gaston Plissonnier attaquant vivement le PS. Enfin, tout dernièrement, Marchais se rendait à Moscou (pour la première fois depuis plusieurs années) et y signait un communiqué commun avec Brejnev au moment même où des dizaines de milliers de soldats soviétiques envahissaient l'Afghanistan. Enfin, il n'hésitait pas, en direct depuis Moscou, à lancer de violentes attaques contre le PS et à justifier l'invasion. Survenant après le soutien total à l'invasion vietnamienne au Cambodge, ces faits traduisent un resserrement des liens entre le PCF et le parti de Brejnev.

Ce resserrement des liens apparaît avec d'autant plus de netteté que, dans le même temps, le Parti communiste italien et le Parti communiste espagnol qui, avec le PCF constituaient le courant «eurocommuniste», prennent quant à eux des positions opposées à celles du PCF et condamnent les initiatives agressives de l'URSS. Le PCI et le PCE ont condamné sans ambiguïté l'invasion soviétique, de la même façon qu'ils demandent le retrait des troupes vietnamiennes du Cambodge.

POURQUOI?

Faut-il pour autant parler d'alignement pur et simple du PCF sur l'URSS? Ce serait aller vite en besogne. Le communiqué commun entre le PCF et le PCUS fait d'ailleurs état de «divergences». Le PCF n'est pas une «cinquième colonne» de l'URSS, agissant à ses ordres. Une telle façon de voir les choses ferait totalement abstraction du fait que le PCF est un parti qui a une existence dans la réalité nationale et qui poursuit des objectifs qui lui sont propres.

Pour comprendre l'attitude de la direction du PCF envers l'URSS, son soutien global et l'actuel rapprochement, il faut examiner la façon dont elle compte accéder au pouvoir.

Le projet de résolution du 23ème congrès du PCF indiquait : *«Notre choix prend en compte la nécessité de la solidarité internationaliste. La lutte de classes est à la fois nationale et mondiale. La voie démocratique au socialisme pour la France trouve dans l'évolution du rapport des forces internationales, dans les progrès de la détente et de la coexistence pacifique l'un de ses fondements, l'une de ses cartes maîtresses. L'oublier serait suicidaire»*. Ces phrases signifient concrètement que la direction du PCF considère qu'une des conditions essentielles de son accession et de son maintien au pouvoir réside dans l'évolution d'un rapport de forces international favorable à l'URSS. C'est ainsi déjà qu'autrefois Waldeck Rochet expliquait la possibilité du passage pacifique au socialisme. L'URSS est derrière nous, tel est le raisonnement. Voilà pourquoi, fondamentalement, sur l'essentiel la direction du PCF soutient l'action de l'URSS et les pas en avant qu'elle effectue. Cette attitude n'exclut pas les contradictions car le PCUS voudrait un PCF qui lui soit totalement soumis et utilisable pour ses propres besoins.

Le resserrement des liens avec l'URSS a correspondu avec la rupture de l'union de la gauche et de la dégradation des rapports avec le PS. La direction du PCF ne va-t-elle pas chercher à l'extérieur l'alliance qui lui fait actuellement défaut pour avancer dans le sens de ses objectifs? Imagine-t-on que le PCF pourrait à la fois mener ses attaques contre le PS et dans le même temps s'opposer à l'URSS?

Quoi qu'il en soit exactement des motivations profondes qui dictent l'attitude de la direction du PCF dans cette affaire, elle conduit à mettre en lumière sa façon de voir le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et à se demander : un jour, certains dans cette direction ne pourraient-ils pas être amenés à appeler eux aussi l'armée soviétique, au nom de la «solidarité internationale»? Puisqu'ils justifient à propos de l'Afghanistan (ce qui d'ailleurs ne correspond même pas à la réalité) le droit de l'URSS à envahir un pays pour répondre à l'appel d'une petite minorité, pourquoi un jour ce «principe» ne le feraient-ils pas jouer ici?


Berlinger : Condamnation de l'agression soviétique.

Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, qui exclut toute conception d'exportation de la «révolution», est un principe intangible et universel. En s'y opposant, la direction du PCF a suscité le désaccord de nombreux militants de ce parti qui y sont réellement attachés, comme il convient de l'être quand on est communiste. Fidèles eux et nous à ce principe, nous ne pourrons que nous retrouver côte à côte face à tous ceux qui le foulent aux pieds aujourd'hui en Afghanistan,... demain où?

Pierre BURNAND

Une théorie fausse et dangereuse

Une idée tirée des théories du livre d'HELENE CARRERE D'ENCAUSSE voudrait expliquer l'invasion soviétique de l'AFGHANISTAN par le fait que l'Etat soviétique craindrait une contagion dans ses propres régions musulmanes, de la Révolution islamique iranienne et des rébellions islamiques afghanes. Les soviétiques seraient intervenus en AFGHANISTAN pour écraser le mouvement islamique et éviter qu'il ne gagne le TURKMENISTAN, l'OUZBEKISTAN et d'autres républiques islamiques d'U.R.S.S. Cette théorie largement diffusée par la presse gouvernementale a également été reprise à plusieurs occasions par des responsables du P.S.

Or, non seulement elle ne résiste pas très longtemps à l'examen des faits, mais en plus elle s'avère très dangereuse par ce qu'elle laisse sous-entendre.

Une simple question : si les Soviétiques avaient eu comme principale motivation d'éviter une contagion de la révolte islamique en OUZBEKISTAN et au TURKMENISTAN auraient-ils choisi de composer leur corps expéditionnaire à 85 % de Turkmènes et d'Ouzbèkes. C'est-à-dire précisément de musulmans parlant afghan ? Evidemment non. Et ils avaient suffisamment de ressources pour s'en passer.

Or, justement, tous les observateurs, tous les films que nous avons vu montrent que c'est pourtant eux que MOSCOU a choisi. A part les officiers supérieurs qui sont les Russes blancs tous les soldats sont des Asiatiques parlant pour la plupart afghan, des musulmans, des Ouzbèkes, des Turkmènes et des Tadjyks. C'est bien le signe évident que la flambée islamique n'est pas la principale préoccupation du KREMLIN. Même s'il existe effectivement des problèmes nationaux aigus en U.R.S.S.

Cette théorie est dangereuse parce que en expliquant l'intervention extérieure soviétique uniquement par des raisons intérieurs et localisées, on sous-entend que l'U.R.S.S. n'aurait aucune raison d'intervenir ailleurs. Or l'actualité de ces dernières années nous a clairement montré que les ambitions de MOSCOU ne se limitaient pas à l'AFGHANISTAN à cause de l'Islam, ni même à ses frontières pour toute autre raison que l'on voudra. Ces ambitions se situent à un niveau mondial en concurrence avec celles des U.S.A.

Et comme pour ces derniers leur principale raison c'est la conquête et la domination impérialiste.

Serge FOREST



Les fauteurs de vie chère

réalisé par Nathalie Villotiers, Catherine Lemaire et Claude Dhalluin

Libération des marges commerciales : Renforcer un processus inégalitaire

Bientôt nos porte-monnaies ressentiront les conséquences de la libération des marges commerciales, annoncée le 20 décembre 1979 par le ministre de l'économie, Monory. Georges COUSOT, responsable national de la CSCV fait le point pour nous sur cette question

Interview du responsable à la consommation de la Confédération syndicale du cadre de vie (CSCV)

Nathalie Villotiers : A présent, les marges commerciales sont libérées. On nous a dit et répété que cette libération, comme celle sur le prix du pain, comme toutes les autres, n'est qu'un stimulant à la concurrence. Qu'en est-il?

Cet argument oublie purement et simplement l'existence des monopoles de distribution. Jamais les prix affichés chez un petit commerçant ne pourront concurrencer ceux affichés dans un hyper marché ou dans une autre grande surface. Exemple : ils bénéficient d'un paiement échelonné sur 60 jours pour toute commande livrée, en une semaine à peu près le sotck de cette commande est écoulé, pendant 50 jours, l'argent de la vente de ce stock va donc travailler... au grand bénéfice de cette grande surface qui peut alors investir ailleurs et pratiquer des prix «défiant toute concurrence».

La libération des marges commerciales est trop récente pour que nous disposions déjà de données chiffrées, mais tout porte à penser que nous allons assister aux mêmes augmentations «injustifiables» et «injustifiées» intervenues pour la libération d'autres produits, exemple : le pain.

Un des arguments choc utilisé par les tenants de la libération du prix du pain en 78 était d'affirmer que le prix du pain devait suivre les hausses des cours du blé et de la farine. Vérifions leurs propos. Le prix du blé à la production de 72 à 77 a augmenté de 40%, celui de la farine panifiable, de 73 à 77, de 45,2% et celui du pain entre 72 et 77, de... 75%.



N.V. : Tu nous as exposé quels étaient les arguments tendant à justifier les libérations successives des prix, mais qu'est-ce qui a changé exactement avec la libération des marges commerciales ?

Auparavant, le pourcentage de hausse d'une marge commerciale était limité, d'une année sur l'autre.

Un exemple : elle était fixée à 3%, ceci signifiait que les distributeurs ne pouvaient aller au-delà de ces 3%. S'ils le faisaient, ils étaient en fraude et passibles d'une amende. Cette limitation comportait de nombreuses insuffisances. Je n'en citerai que les plus édifiantes. Premièrement, leur pourcentage de hausse sur les marges commerciales était limité et contrôlé, mais de nombreuses fraudes ont eu lieu sans que les contrevenants n'aient à payer des amendes, les mailles du filet étaient suffisamment lâches pour que les fraudeurs s'y glissent. Deuxièmement, certes, la hausse des marges commerciales était contrôlée, ou du moins pouvait l'être, mais tout ce qui ne relevait pas de cette marge commerciale laissait aussi une large possibilité à de fructueux bénéfices ; par exemple, le système des coefficients multiplicateurs pour les fruits et les légumes.

A présent, on est donc passé d'une situation insuffisante, insatisfaisante, à une situation inacceptable.

Les différentes libérations du prix du pain, des livres et des loyers ont forgé notre expérience. On a relevé jusqu'à des hausses de 28% sur le pain, de 15% sur les livres, de 70% sur les loyers, ce qui laisse planer de sombres doutes pour l'avenir des marges commerciales libérées. La conclusion évidente, c'est que cette libération des marges commerciales ne fait que renforcer un processus inégalitaire, une ségrégation par la consommation.

Les travailleurs et leur famille doivent souscrire à des dépenses incompressibles, comme le chauffage lorsqu'il est collectif, les impôts sur le revenu, les impôts locaux, les cotisations à la sécurité sociale. Leur budget n'est pas élastique, aussi, lorsque ces dépenses fixes sont réglées — avec plus ou moins de difficultés — il ne reste que très peu pour l'alimentation, les vêtements et les... «distractions».

(Se reporter au tableau 1 : budget type d'une famille)



Tandis que les patrons continuent de faire de succulents profits... il faudrait nous restreindre de plus en plus, « serrer la ceinture et les cordons des bourses » de moins en moins pleine.

Pays producteurs de pétrole, responsables de la hausse du coût de la vie ?

N.V. : Quelle est la position de la CSCV par rapport à l'argumentation selon laquelle ce sont les pays producteurs de pétrole qui sont les générateurs de la hausse du coût de la vie dans nos pays ?

Que l'augmentation du prix du pétrole entraîne une légère hausse sur les produits pétroliers vendus en France, c'est indéniable. Mais cette hausse est infime quand on considère le déséquilibre des balances commerciales de ces pays. Déséquilibre dû principalement au pillage exercé par des pays comme la France par rapport aux matières premières achetées à ces pays, aux produits finis qui leur sont vendus. Eu égard à ces pillages, les différents relèvements des prix du pétrole ne sont que justifiés. Par ailleurs, la seule décomposition du prix d'un litre de combustible se suffit à elle-même pour faire comprendre que seules les compagnies pétrolières et l'Etat profitent des hausses sur l'essence.

Pourquoi l'Etat ? Il a tout intérêt à ce qu'un litre de combustible soit le plus cher possible car la TVA qu'il perçoit sur chaque litre débité est calculée sur le prix final ; plus le prix du litre est cher, plus élevée est la part de la TVA.

La dernière hausse rapportera 3 milliards de francs de TVA à l'Etat, il n'en redistribuera que la moitié, soit un milliard et demi aux travailleurs...! (se reporter à l'encadré sur la TVA).

Sur un litre d'essence vendu trois francs et cinq centimes :
63,6% reviennent à l'Etat
17,4% aux compagnies pétrolières
19% reviennent aux pays producteurs.
La part revenant aux compagnies pétrolières et au fisc est 6 fois plus importante que celle qui revient au pays producteur.



Pour une convention collective de la consommation

N.V. : Qu'envisage la CSCV pour riposter à la libération des marges commerciales ?

La confédé participe à des structures comme le Comité national de la consommation. Le 17 décembre 79, une réunion de ce comité se tenait mais le représentant des pouvoirs publics n'a pas daigné nous parler de la libération des marges commerciales. En revanche, le 20 décembre, les médias l'annonçaient... La CSCV prend alors l'initiative de contacter un maximum d'organisations de consommateurs pour réagir à cette mesure. C'est ainsi que nous sommes arrivés à la situation actuelle où l'AFOC, le CNAPFS, la CGL, la CSCV, la FFF, la FNCC, la FNFR, le Labo Coop, l'UFC Que choisir, l'UFCS, l'ANC, l'ORGECO, ont envoyé une lettre à Monory, ministre de l'économie lui annonçant qu'ils ne participeraient plus aux négociations en cours avec les professionnels et les pouvoirs publics (...), elles ont décidé au surplus de ne plus siéger jusqu'à nouvel ordre dans les organismes où elles représentent les consommateurs. Par ailleurs, ces 12 organisations ont demandé l'établissement d'une convention collective de la consommation à l'image de celles qui existent dans les entreprises. Sinon, la CSCV n'exclut absolument pas des formes de lutte commune et privilégiée avec d'autres organisations ayant fait un choix de classe.

Enfin, la CSCV poursuit son action propre entamée depuis septembre 79 *«pour un pouvoir d'achat revalorisé, contre la libération des prix»*, en stimulant par exemple la grève des paiements sur les loyers, sur les charges, l'autoréduction des factures, etc.

Budget-type d'une famille - Tableau 1

La CSCV a publié dans son organe de presse *«Cadre de Vie»* du mois d'octobre les différentes hausses intervenues depuis juillet 79 sur les revenus d'octobre d'une famille. La libération des marges commerciales ne fera qu'aggraver une telle situation.

Les critères retenus sont les suivants : père ouvrier, mère non salariée, 2 enfants de 6 et 10 ans, habitant un immeuble collectif de la région parisienne, appartement de type F4.

Nature	Augmentation de prix à l'unité	Consommation/mois	Dépense supplém.
services publics : carte orange	30,00F(5 zones)	1	30,00F
train banlieue	1,00F	8	8,00F
bus et métro	0,25F	25	6,25F
électricité	7,5%	133,00F	9,90F
téléphone	8,2%	200 unités	8,00F
essence	0,10F x 32 l.	400 km	3,20F
loyer	67,20 (10%)	672,00F	67,20F
chauffage	30%	120,00F	36,00F
cigarettes	0,25% (9%)	15	3,75F
cotisation assurance maladie	1% (sur salaire de 3500,00F brut) majoration plus importante que l'augmentation des prestations familiales qui s'élève à 31,52F		35,00F
A ces hausses nouvelles s'ajoutent les augmentations mensuelles des produits vestimentaires, alimentation entretien et autres services, soit environ 2,7%		2100,00F	56,97F
			264,27F

A salaire mensuel égal, le pouvoir d'achat de cette famille diminue de 264,00F, soit 7,5%

Note :
l'AFOC : Association FO consommateurs
le CNAPFS : Comité national des associations populaires familiales syndicales
le CGL : Confédération générale du logement
la FFF : Fédération des familles de France
la FNCC : Fédération nationale des coopératives de consommateurs
la FNFR : Fédération nationale de la famille rurale
le Labo Coop : Laboratoire coopératif pour l'information, la protection et la représentation des consommateurs
l'UFC Que choisir? : Union fédérale des consommateurs
l'UFCS : Union féminine civique et sociale
l'ANC : Association des nouveaux consommateurs
ORGECO : Organisation générale des consommateurs.

POUR TOUT CONTACT AVEC LA CSCV : s'adresser au 28, Bd Sébastopol, 75004 Paris
tél. : 272 96 26

Petite fiche technique sur la TVA

On pourrait schématiser la TVA en disant que c'est un impôt qu'on paie «sans s'en apercevoir». En effet, qu'il s'agisse des impôts sur le revenu ou des impôts locaux, nous recevons des paperasses nous signalant qu'on doit le payer avant telle date, etc. La TVA, elle, on la paie toute la journée, en consommant, c'est un impôt sur la consommation. Depuis le 1/1/1977, il n'existe plus que trois taux de TVA, un taux normal de 17,6%, un taux réduit de 7% et un taux majoré de 33, 1/3%.

Vous partez aux commissions, vous empruntez le train, sur le ticket de chemin de fer, vous avez donné 7% du prix du train à l'Etat, par le biais de la TVA, vous achetez ensuite un kilo de pommes, de nouveau vous venez de donner 7% du prix du kilo de pommes à l'Etat, de même sur la baguette de pain, sur le litre de lait ou sur la boîte d'aspirine (produits pharmaceutiques destinés à la médecine humaine), enfin, vous achetez vos cigarettes et, cette fois-ci, c'est 33, 1/3% de TVA que vous donnez à l'Etat, les cigarettes étant considérées comme un produit de luxe.

Ces quelques exemples démontrent avec évidence que cet impôt est particulièrement injuste puisqu'il ne tient absolument pas en compte vos revenus, mais votre consommation. On n'en prendra pour preuve que les deux exemples suivants : 23% des prélèvements obligatoires en France proviennent de la TVA, enfin, la part de l'impôt sur la consommation est la plus importante dans les revenus de l'Etat :

- recettes des comptes d'affectation spéciale : 2,4%
- impôt sur la fortune : 5,3%
- autres recettes : 5,3%
- impôts sur les sociétés : 10%
- impôts sur les revenus : 22,1%
- impôt sur la consommation : 54,9%

N.V.




Les hausses interviennent surtout sur les produits de consommation courante...

Liberté des prix = Exploitation accrue des travailleurs

Comment s'applique la libéralisation des prix et des marges bénéficiaires dans une grande surface comme Carrefour? C'est ce que nous sommes allés demander aux employés CFDT de ce grand magasin. Si les prix sont libérés dans les rayons de Carrefour, on verra que pour les employés l'exploitation s'accroit de jour en jour.

En octobre 79, les employés de Carrefour avec leurs sections CGT et CFDT ont mené une grève de plusieurs semaines sur diverses revendications et principalement contre la répression antisyndicale. Plusieurs mois après ce mouvement de grève, la combativité est loin de s'être éteinte. La politique antisociale du gouvernement qui vise à faire payer la crise aux travailleurs, c'est une raison de plus pour se battre. Si les conditions de vie et de travail des travailleurs se détériorent de jour en jour, les profits patronaux ne diminuent pas, au contraire.

Mais laissons la parole aux travailleurs de Carrefour.

C.D.

Interview de la section CFDT-Carrefour-Saran (banlieue d'Orléans)

C. Dhalluin : Quel est le point de vue de votre section sur la libéralisation des prix et des marges bénéficiaires et quels effets se font ressentir aujourd'hui dans le cadre de votre boîte?

Bernard : Dans mon coin, c'est très net. Je travaille au rayon alimentation, aux produits frais plus précisément. On a bien ressenti que les prix avaient nettement augmenté, que la clientèle avait baissé. Moi, je suis à un rayon fruits et légumes, ça monte et ça baisse tous les jours. En plus, il y a une perte de chiffre d'affaire pour les raisons qu'on connait... *(NDLR : la grève des employés en octobre 79)*

Serge : En tant que consommateur, je perçois cette libéralisation des prix. On parle du pain, mais il n'y a pas que le pain. Il y a pas mal de produits qui ont pris la «grimpette». Maintenant qu'on nous promet la libéralisation des prix sur les services, on va le sentir encore plus passer.

Jean-Louis : Tu vas le voir au SAV (service après-vente), c'est là que je travaille. Ils ont parlé d'augmenter les prix de la main d'œuvre, ils veulent grimper de 50% en 6 mois...; pour arriver, paraît-il à un coût réel, on est en-dessous en ce moment. Il y en a qui prennent largement plus.

Serge : Neige, qui est caissière, pourrait dire quelle a été la répercussion de la libéralisation des prix dans le magasin...

Neige : Oui, on voit les étiquettes changer de semaine en semaine depuis quelque temps. Il y a eu une période où c'était stationnaire, avant les fêtes, en novembre-décembre les prix n'ont pas beaucoup bougé. Depuis le début janvier, c'est effrayant, de 40 à 50 centimes sur le même article, cela en 8 jours. Aussi bien en produit frais, comme disait Bernard, les légumes ont augmenté...

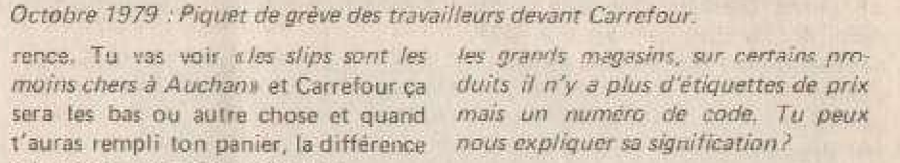
Bernard : Pour les produits frais, l'exemple est mal choisi. Il y a les hausses saisonnières... mais ça sert aussi de prétexte à augmenter un peu plus.

Neige : Les laitages aussi ont augmenté, les yaourts, etc.

C.D. : Est-ce que le risque n'est pas que l'on aille vers une concentration encore plus grande et une élimination des magasins non concurrentiels?

MOINS CHERS POUR ATTIRER LA CLIENTELE

Serge : Dans le grand commerce, l'enseigne change mais les méthodes ne changent pas. Carrefour, Auchan, c'est pas la même enseigne, mais c'est exactement les mêmes méthodes et la concurrence qu'il y a entre ces deux-là, elle n'est pas si importante que ça, parce que les marges qu'il y a entre les deux, elles sont de 1, 2, 3% maximum, pas plus. Alors, qu'est-ce que ça veut dire 1 ou 2% dans ton porte-feuille?... En fin de compte, moi j'ai l'impression que c'est un peu truqué leur concurrence. Tu vas voir *«les slips sont les moins chers à Auchan»* et Carrefour ça sera les bas ou autre chose et quand t'auras rempli ton panier, la différence à la caisse sera minime ou nulle.



Octobre 1979 : Piquet de grève des travailleurs devant Carrefour.

Neige : Dans le grand commerce, il y a toujours des produits moins chers pour attirer la clientèle... mais en fin de compte, globalement, la différence de prix entre eux n'est pas très grande.

Serge : C'est bien connu, on appelle ça le «produit d'appel», c'est le produit le moins cher. Quand tu vois le prix, tu te dis : ici c'est pas cher, et tu remplis ton panier, tu penses plus à autre chose... Tu sais, il y a toute une stratégie d'implantation de rayons et tout ça. Les produits qui sont en bas, c'est ceux-là qu'il faut prendre, c'est généralement les moins chers. Ceux qui sont à la hauteur des yeux, c'est les plus chers, mais les plus faciles à voir et à prendre.

Bernard : Mieux!... A un bout du rayon, tu as le produit qui se vend le plus couramment et à l'autre bout aussi... Donc, tu es obligé de faire tout le rayon.

Serge : C'est toute une tactique. Regarde une entrée de grand magasin, tu as déjà vu un hyper-marché qui commençait par l'alimentaire? En général, tu as tout «l'inutile» avant ou les produits de luxe... Pour aller au vin, par exemple, tu dois te taper tous les rayons... Les vins sont toujours au fond... Tu prends une «gondole», en bas t'auras toujours les produits les moins chers, à la hauteur de tes yeux les plus chers et en haut, encore les moins chers... A la hauteur de tes yeux, c'est facile à prendre, mais en bas, il faut se baisser, ça demande une réflexion...

C.D. : Il y a un nouveau système dans les grands magasins, sur certains produits il n'y a plus d'étiquettes de prix mais un numéro de code. Tu peux nous expliquer sa signification?

Serge : Je ne sais pas très bien. Peut-être que leurs caisses sont électronisées et quand elles mettent le numéro, le prix s'affiche?... Mais le prix est obligatoirement affiché sur le rayon... Ce système fait des économies de personnel pour l'étiquetage et c'est un «attrape-nigaud» pour les clients... Il ne regarde plus les prix, ils sont si bien placés sur les rayons. Le client ne peut plus comparer les prix.

Je crois que l'on fait tout ce qu'il faut pour que les gens ne puissent pas comparer les prix... L'exemple archi-connu du produit où tu en as un qui fait 5kg200 et l'autre 5kg100, comme ça, pas de comparaison possible... Tu ne vas pas te balader avec ta balance et ta machine à calculer...

Jean-Louis : Tu retrouves le même exemple pour les matériaux... On ne te donne jamais le prix au m2 dans une grande surface... On vend des produits, tu en as un coup 4m50 ou 6 mètres carrés et on te donne le prix brut, tu te débrouilles avec ça. Ils devraient ressortir le prix au mètre carré systématiquement que l'on puisse comparer, mais ça, ils se gardent bien de le faire.

Serge : La libéralisation des prix est assez neuve. Il y a eu des petits trucs qui ont été libérés, mais c'est tout. On ne les a pas surveillés. Nous, il y a quelque temps, on reprenait les prix chaque fois pour surveiller la hausse. On l'a abandonné parce que c'est un sacré travail et ça ne nous amenait à rien.

C.D. : Ce travail vous le faisiez au niveau de la section syndicale?

Serge : Oui, au niveau de la section CFDT. On relevait une certaine catégo-

rie de prix et on comparait. On l'a laissé tomber, d'abord parce que les copains ne le faisaient pas systématiquement et que le résultat n'était pas celui escompté... Aujourd'hui, ce qui serait intéressant, c'est de voir la marge bénéficiaire du magasin, comment elle va être?... Tu sais, ils font des prévisions. Je t'explique... Bon, ils ont un chiffre d'affaire et sur ce chiffre d'affaire, ils prévoient une marge bénéficiaire de x% global. Dans les faits, cela se traduit par 1% dans tel rayon et 40% dans tel autre... Par exemple, tu prends l'alimentaire, la marge bénéficiaire est généralement peu importante, environ 5% sur les conserves et par contre, tu achètes du bois, c'est 35% de marge bénéficiaire.

Il sera intéressant quand on aura notre bilan de la fin de l'année de comparer la marge bénéficiaire du premier semestre à celle du deuxième et surtout celui du premier semestre 80, car c'est sur celui-là qu'interviendra le plus directement la libéralisation des prix, on verra si quelque chose a changé... de toute manière, les patrons, ils vont s'en servir de cette libéralisation, et pas dans le sens de la baisse...

C.D. : Les mass media se font l'écho d'une campagne du grand commerce sur le fait que les grands magasins s'engageaient à ne pas bouger leurs prix, apparemment, puisque tout ce que vous avez dit prouve qu'il y a eu hausse. Les hyper-marchés et autres ont les moyens de ne pas trop augmenter. Est-ce que ceci ne pas pas dans le sens de faire disparaître les petits commerçants qui n'ont pour tout recours que d'appliquer la hausse?

LA CONCURRENCE?

Serge : C'est à dire que le petit commerce faisant moins de bénéfice, il a intérêt à augmenter ses prix, s'il veut en faire un peu plus ou même rester au niveau d'avant. Tandis que le gros commerce, il ne hausse pas forcément ses prix, il vent plus. C'est ça la différence. Le petit commerce, pour faire du bénéfice, il faut qu'il vende plus cher, pour vendre plus, ça lui est déjà plus difficile. Le grand commerce, pas de problème, il vend plus et justement parce qu'il dit vendre moins cher. Tu comprends, le petit commerce, le gars il augmente de 10%, pour lui en chiffre, admettons, ça va lui faire 250,00 F, quand le grand commerce augmente de 1%, pour lui ça fera aussi 250,00 F parce qu'il vend 1000. En plus de ça, il a un pouvoir sur les fournisseurs bien plus important. Nous, on le voit bien, tu verrais le mic-mac qu'il y a à ce niveau, les fournisseurs, c'est la «guéguerre», c'est à celui qui vendra le moins cher à Carrefour pour avoir le marché. Un marché Carrefour, par exemple des machines à laver, c'est un marché fabuleux.

Jean-Louis : Ils jouent sur la menace de virer le fournisseur, et le tour est joué.

Serge : Voilà! et puis le fournisseur, à la fin de l'année... ristourne!... Ristourne sur tout ce qui a été vendu, tu vois ce que ça donne... Alors, tu vois, la libéralisation des prix, par exemple dans le «Bazar», c'est là que je travaille, je peux en parler, ne va pas se concrétiser forcément par des augmentations. Dans le «Bazar», ça bougera pas beaucoup. Je peux te donner un exemple : l'année prochaine, ils ont prévu de faire tout le rayon photo à prix coûtant toute l'année.

C.D. : Ces «prix coûtants», c'est réellement des prix coûtants?

Serge : Ah, oui!

Bernard : Sans bénéfice, juste la TVA... Ils vendent même à perte!

Serge : Il a la remise du fournisseur en fin d'année.

Bernard : Oui, il y a la remise. Et encore, pas sur tous les produits et la remise est recalculée sur le prix d'achat de l'appareil.



Les grandes surfaces... On en revient !

Serge : Je ne suis pas convaincu qu'ils perdent du fric.

Bernard : Non, ils ne le perdent pas puisque c'est payé 2 ou 3 mois après. Ils vendent de la camelote qu'ils n'ont pas encore payée.

Neige : Et ils bloquent cet argent pendant 60 ou 90 jours en banque, comme ça, ça leur rapporte des agios. C'est aussi un moyen de faire des bénéfices.

Gérald : On pourrait même dire que la vente est une façade.

Neige : Et les fournisseurs, ça valse! Je ne sais pas si vous avez remarqué par exemple, dans l'alimentaire, une fois c'est *Gringoire*, la fois d'après, c'est plus lui et *Gringoire* revient la fois suivante.

LIBERATION DES PRIX ET CHOMAGE PARTIEL

Serge : Dans tous les hypers, il y a réduction du choix. Actuellement, les hyper-marchés font de moins en moins de marques, de moins en moins de choix... Une enquête publiée dans *«Que choisir?»* le prouve, chiffres à l'appui... Au lieu d'avoir cinq boîtes de petits pois de cinq marques différentes, donc cinq choix de prix, il n'y a plus qu'une marque ou deux marques. Actuellement, à Carrefour, tu as les produits libres et une marque... Le produit libre, sans marque, qualité à l'avenant. Théoriquement, un produit libre, sans marque, tu te dis, ils le prennent toujours chez le même fournisseur... Eh bien, c'est faux, il change de fournisseur tous les quatre matins... Au plus offrant! Et, évidemment, la qualité s'en ressent. Qu'est-ce que tu veux que le consommateur fasse là-dessus?... Il va acheter le produit libre à Carrefour, il va y goûter un jour, il voit bien que c'est le moins cher... Si le produit marche bien, soit on rogne sur la qualité ou la quantité, comme ils ont fait pour le papier *Lotus*; nous, le papier libre, c'est le papier *Lotus*, l'astuce, elle est là : c'est qu'il y a moins de longueur. Il est moins long, l'astuce est bonne, va vérifier qu'il est moins long!... Tu vas dérouler ton rouleau dans le magasin, peut-être?

C.D. : Tu pourrais nous expliquer de manière plus approfondie le rapport qu'il y a entre Carrefour et les fournisseurs?

Serge : Dans le petit commerce, le fournisseur fait la loi, dans les hyper-marchés, le fournisseur il se la ferme! Je me rappelle, une année, ils ont viré *Black & Decker* dans toute la société Carrefour, au bout d'un ou deux ans, ils l'ont réintégré, mais avec d'autres conditions. Ils peuvent se le permettre. En général, ils font une pression à la baisse : *«Vous vendez le moins cher possible et vous gagnez le marché»*... Là-dessus, ils font leur marge bénéficiaire, certains produits sont margés à 1%, d'autres à 40%. Je vais te donner un exemple flagrant. Sur le bois, en général, la marge est de 35%, un jour, le fournisseur veut se débarrasser d'un lot de bois, genre aggloméré, mais de qualité inférieure; il le propose 50% moins cher à Carrefour, intéressant! Carrefour achète le stock, mais alors le gros stock, et il le revend au même prix qu'il le vendait habituellement, 50% de bénéfice plus les 35% habituels, 85% de marge. Et il doit y avoir d'autres exemples de ce type.

Jean-Louis : Au service après-vente (SAV), avant ils multipliaient le prix d'achat des pièces détachées par 1,8. Maintenant, c'est par 1,9 systématiquement. Ils se moquent pas mal que les pièces soient chères ou non.

Serge : On a dit, pour les travailleurs, la libéralisation des prix va permettre la création d'emplois et autre... Alors ça, tout de suite, c'est faux!... A Carrefour Saran, on diminue tous les jours le personnel. L'autre jour, on a gueulé au Comité d'entreprise à ce sujet... Tu vois, moi je prends les statistiques, le patron nous donne les chiffres, faux ou vrais... ça!... et on constate, au vu des chiffres que depuis février, le personnel à 40 heures diminue, régulièrement, tout doucement, mais diminue. Et que, par contre, le personnel à 15 heures, 8 heures, augmente. Quand une personne à 40 heures s'en va, elle est remplacée par une personne à 8 heures. Donc, on assiste à un développement du travail à temps partiel. Actuellement, à Carrefour, tu en as une flopée, stagiaires ANPE, étudiantes et autres... En plus, il n'y a plus d'embauche à 40 heures.

C.D. : Est-ce qu'au niveau de la section ou du syndicat vous envisagez d'intervenir sur ce problème de libéralisation des prix en liaison, peut-être, avec vos problèmes d'emploi?

Serge : Non!... La libéralisation des prix, même au niveau du syndicat, on ne s'en occupe pas. Ce qui compte pour nous, c'est ses conséquences.

Peut-être qu'il faudrait intervenir pour dire : la libéralisation des prix, c'est un leurre pour les travailleurs. Peut-être qu'on interviendra?... Mais, nous, ça ne nous apportera pas grand chose. Par contre, nous où on se bat, c'est sur les embauches à temps partiel de plus en plus généralisées, sur l'abus des stagiaires ANPE. A Carrefour, jamais on n'en a vu autant. T'en as de tous les côtés... et ils bouchent les trous. Pour nous, c'est le problème principal aujourd'hui. Pour te dire, que la libéralisation des prix qui doit, soi-disant, créer des emplois pour permettre une meilleure rentabilisation des entreprises, tout au moins dans le commerce, elle est déjà faite depuis longtemps.



Hausses sur les stocks

Nous avons demandé à une vendeuse dans un magasin à grande surface de nous indiquer comment évoluait le prix des marchandises entre leur livraison par les fournisseurs et leur vente aux consommateurs.

« En général, la marge bénéficiaire est de 2,2; 2,3; 2,4. C'est à dire qu'une marchandise achetée 1 franc au fournisseur est revendue entre 2,20 F et 2,40 F. Dans certains cas, la marge bénéficiaire est de 3.

« Quand le fournisseur procède à une hausse, le magasin l'applique aussi aux produits qui sont en stock et qui, donc, avaient été achetés à l'ancien tarif.

« Un exemple réel : un fournisseur vient de procéder à une hausse sur un produit. Avant, il le vendait 33,00 F hors taxe. Maintenant, il le vend 40,00 F hors taxe. Soit une hausse de 7,00 F. Auparavant, ce produit était revendu par le magasin 94,00 F toutes taxes comprises. Maintenant, il est revendu 110,50 F, soit 16,50 F plus cher. Ainsi, une augmentation par le fournisseur de 7,00 F se transforme pour l'acheteur en une augmentation de 16,50 F.

« Et cette hausse est effectuée aussi sur les stocks qui, pourtant, avaient été payés à l'ancien prix. »

Hausse des salaires = Hausse du coût de la vie ?

La presse, la télé, Giscard, Barre, les experts économiques, ne cessent de nous répéter : si les prix augmentent, c'est à cause de la hausse des prix des matières premières, en particulier de ceux du pétrole; aussi, pour lutter contre cette inflation qui vient rogner le pouvoir d'achat des travailleurs, il faut maintenir les salaires au niveau où ils sont. Si les travailleurs ont le malheur de réclamer des hausses de salaires, cela finalement leur retombera sur le dos car elles entraîneront une hausse des prix d'autant plus forte et, pis encore, des faillites conduisant à un chômage encore plus grand. Bref, l'inflation et le chômage seraient dus :

1) à la hausse du prix du pétrole,

2) à la hausse des salaires.

Les responsables sont clairement définis : ce seraient les pays de l'OPEP (*) et les travailleurs, s'ils obtiennent par leurs luttes des hausses de salaires. Autrement dit, les premières victimes de l'inflation et du chômage en seraient les responsables eux-mêmes.

A bon entendeur, salut! «Travailleurs, tenez-vous tranquilles et resserrez les rangs autour de Giscard-Barre, sinon le pire, *par votre faute*, vous attend» (amputation plus forte du pouvoir d'achat, chômage). Ce sont là les propos que tiennent en permanence ces messieurs au pouvoir. En fait, comment se forment les prix et quelles sont les causes de la hausse?

(*) Organisation des pays exportateurs de pétrole

On parle souvent du cycle infernal hausse des salaires, hausse des prix, que les experts dénomment «la spirale inflationniste salaire-prix». Qu'en est-il?

Tout le monde s'accorde pour reconnaître que le but de tout capitaliste, c'est de vendre sa marchandise pour avoir plus d'argent que ce qu'il a déboursé au départ pour la production de ce bien. Mais, d'où vient ce surplus, ce profit?

D'OU VIENT LE PROFIT?

Prenons un exemple : si le capitaliste a acheté des matières premières et des machines pour 400,00 F, il est clair que celles-ci ne pourront au total donner au capitaliste plus que ce qu'elles lui ont coûté. Elles valent 400,00 F et le prix que le capitaliste pourra en tirer dans sa vente est 400,00 F. Il n'a donc rien perdu ni rien gagné. Alors, d'où vient ce surplus? Pour produire, le capitaliste emploie aussi des ouvriers et leur paye un salaire.

Le salaire correspond, dans le meilleur des cas, à la valeur des objets élémentaires à l'entretien des ouvriers et de leur famille : les ouvriers gagnent uniquement de quoi reconstituer leur force de travail. Sur 8 heures de travail fourni, par exemple, l'ouvrier n'est payé que pour 4 heures de travail effectué. Mais, le capitaliste, en embauchant l'ouvrier, ne s'est pas engagé à ne l'employer que pour 4 heures. Il l'a au contraire embauché pour 8 heures. Autrement dit, sur 8 heures de travail, il y a 4 heures sous forme de salaire qui vont à l'ouvrier, 4 heures au patron que celui-ci empochera directement par la vente de la marchandise produite. S'il fait accroître la productivité du travail en changeant la machine ou en augmentant les cadences, il empochera une plus grande différence encore.

On le voit, ce surplus — la plus-value ou profit — provient de l'exploitation de la force de travail : c'est elle seule qui peut créer une valeur supérieure à celle qu'elle a coûté au patron. Autrement dit, ce dernier «vole» l'ouvrier par rapport au travail qu'il a fourni en s'en accaparant une grande part, source de son enrichissement.

L'EXPLOITATION, SOURCE DE L'ENRICHISSEMENT DU CAPITALISTE

Donc, il s'enrichit du travail des ouvriers qu'il exploite. Il y a en présence, deux intérêts foncièrement antagoniques : les premiers qui possèdent tous les moyens pour produire (usines, machines...) tirent leurs richesses des seconds qui, pour pouvoir vivre, n'ont d'autre recours que de passer la plus grande partie de leur temps dans un travail pénible, ennuyeux, moyennant un salaire qui leur permet à peine de vivre parce que le salaire ne correspond qu'à une faible partie de la totalité du travail fourni. Ceci, d'autant plus que la hausse des prix dépasse toujours celle des salaires payés en argent et qu'avec les multiples impôts et taxes à payer, le niveau réel de vie des travailleurs tend à empirer de jour en jour.

Pour empêcher les travailleurs de lutter pour de justes revendications salariales, les patrons et gouvernements à leur service inventent de toute pièce que la hausse des salaires est cause de celle des prix. Plus encore, sous le prétexte de la lutte contre l'inflation qui serait provoquée aussi par la hausse des prix du pétrole, ils cherchent à justifier la dégradation du niveau de vie des travailleurs à travers le blocage des salaires qu'ils tentent de nous imposer.

Les hausses du coût de la vie seraient dûes à ceux qui produisent...

CE QU'ILS PRETENDENT

En fait, qu'il s'agisse de hausse des salaires ou de celle du prix du pétrole, le raisonnement est le même pour nos capitalistes : pour eux, les coûts de production déterminent le niveau des prix. Or, parmi ces coûts, il y a les salaires et les prix des matières premières, comme le pétrole. Aussi, chaque hausse de l'un d'eux entraînerait-elle une hausse des prix. Ces affirmations ne résistent pas à l'analyse des faits. Une étude d'un journaliste a révélé que les hausses des prix les plus élevées se produisaient dans les industries où les salaires étaient les plus bas; à l'inverse, les hausses des prix les plus modérées ont lieu dans les secteurs où les salaires sont les plus élevés. Ensuite, la valeur des marchandises n'est pas déterminée par leur coût de production.

LA VALEUR DES MARCHANDISES

Les marchandises sont innombrables, leurs caractères physiques fort divers et les usages dont elles font l'objet très différents. Elles ont une seule chose en commun et comparable : le travail fourni par les hommes. Aussi, la valeur d'une marchandise est-elle déterminée par le temps de travail nécessaire socialement (selon les normes techniques de la société) à sa production. Cette dépense de travail nécessaire à la production comprend :

— l'usure des machines... et la consommation en produits rentrant dans la fabrication du produit (matières premières, etc.) : c'est le capital constant;

— la dépense du temps de travail fourni par l'ouvrier. Comme on l'a vu, cette partie se décompose en salaire (capital variable) qui permet à l'ouvrier de reconstituer sa force de travail et tout le reste du temps de travail est fourni gratuitement au capitaliste (plus-value ou profit). Dans ces conditions, augmenter les salaires revient à modifier la répartition entre salaires et profits. Mais cela ne modifie en rien la quantité de travail nécessaire à la production, la valeur de la marchandise produite. Si celle-ci est de 100, *«Le nombre 100 est le même, qu'il se décompose en 20 plus 70 plus 10 ou en 40 plus 30 plus 30»* (K. Marx). Simplement, dans le 2ème cas, le salaire et le profit sont de 30 et dans le 1er cas, la répartition entre salaire et profit est modifiée, le salaire étant plus fort (70) et le profit plus faible (10). Donc, les variations des salaires s'accompagnent des variations des profits mais nullement des variations de la valeur et du prix des marchandises. Cela signifie que **toute lutte pour une hausse des salaires revient à amputer les profits des capitalistes et uniquement leurs profits.** Qu'est-ce qui est alors responsable de la hausse des prix?

LES MONOPOLES, RESPONSABLES DE LA HAUSSE DES PRIX

Parce que la grande firme ou le monopole, contraints d'augmenter les salaires par la lutte des travailleurs, refusent de voir affectés leurs profits, ils utilisent leur position dominante sur le marché pour augmenter leurs prix à l'intérieur de certaines limites. Une étude du Federal Trade Commission des USA a montré que les prix de l'alimentation ont augmenté de 67% entre 1970 et 1977. Au cours de la même période, les profits des trusts alimentaires ont grimpé de 150%, alors que la part des salaires était restée à peu près stable. On voit clairement que ce sont les profits des monopoles qui sont responsables de cette hausse des prix.

De même, une hausse du prix du pétrole — mesure légitime des pays producteurs visant à lutter contre le pillage des pays impérialistes — modifie la répartition entre capital dépensé en machines, matières premières, salaires et profits, mais nullement le prix de la marchandise. Pour compenser cette hausse du prix du pétrole, le monopole peut, là encore, augmenter son prix. Mais aussi, il peut se payer sur le profit en exploitant encore davantage le travailleur, en bloquant son salaire par exemple. Ou encore, il fait les deux, augmentant ses prix et bloquant les salaires. C'est ce qui se pratique couramment. Pour le travailleur, cela signifie toujours : baisse du niveau réel de vie, exploitation encore plus grande. Mais, précisément, pour faire passer la pilule, la bourgeoisie a voulu nous faire croire que les revendications de salaires et que les hausses des prix des produits de base entraîneraient la hausse des prix, alors que c'est elle qui en est la seule responsable.

En dénonçant les pays de l'OPEP comme responsables de la hausse des prix, elle masque sa responsabilité et sa seule responsabilité et vise à détourner les travailleurs des luttes pour défendre leur pouvoir d'achat par des revendications salariales légitimes.



La question de la guerre et le mouvement syndical

Charles Malloire

L'invasion de l'AFGHANISTAN par les troupes russes a provoqué un profond émoi dans notre pays et particulièrement dans la classe ouvrière. La presse, la télévision s'en sont fait largement l'écho. Un bond qualitatif non négligeable de la prise de conscience de notre peuple des dangers de guerre s'est réalisé.

L'U.R.S.S. se voit largement désigné aujourd'hui comme le principal responsable de la dégradation de la situation internationale. Sa politique est de mieux en mieux perçue comme une politique hégémonique, perception largement insuffisante de notre point de vue.

L'ensemble des forces politiques de notre pays ont condamné cette agression, alors que la direction du P.C.F. s'isolait dans un soutien à cette lâche agression de l'U.R.S.S. sur l'AFGHANISTAN. Dans ce flot de prises de position, la C.F.D.T. et la C.G.T. ont elles aussi pris position. La C.F.D.T. a condamné fermement cette agression, la C.G.T. dans un communiqué fort « *diplomatique* » a évité de condamner l'U.R.S.S., mais elle n'a pas soutenu l'agression des troupes russes ce qui doit être considéré comme un fait positif. En réalité, la prise de position de la C.G.T. reflètait la profonde division de la C.E. confédérale, division qui s'est trouvée mise au grand jour par la publication d'un communiqué de Jeanine PARENT, membre de la C.E. de la C.G.T., dans le « Monde du vendredi 11 janvier 1980. Dans la conclusion de son communiqué Jeanine PARENT déclarait :

« Il fallait dire que nous n'acceptions pas la confusion entre les intérêts de classe et les intérêts d'Etat de l'Union soviétique. Oui, il fallait aller jusqu'au bout de la logique des positions traditionnelles de la C.G.T. Oui, il fallait dire notre désaccord avec cette intervention ».

Le temps des communiqués qui répondent à l'événement est passé, reste le danger de guerre qui persiste et dans la classe ouvrière chacun sent bien que condamner ne suffit pas, même si cela constitue un acte minimum défensif qui peut sur le coup dissuader par l'ampleur de la condamnation la poursuite de l'agression. Alors que faire, comment élever la condamnation au niveau de la lutte contre la guerre, quelle contribution le mouvement syndical doit-il apporter à la lutte contre la guerre ?

LUTTE DE CLASSE ET LUTTE CONTRE LA GUERRE

La lutte de la classe ouvrière ne se découpe pas, pourtant lorsque les ouvriers luttent pour défendre leurs salaires, leurs conditions de travail, leur emploi, ils ne luttent pas contre la guerre. En réalité lorsque les ouvriers luttent pour leurs intérêts économiques, ils sont plus près de la lutte contre la guerre qu'il n'y paraît.

Est-il nécessaire de dire que la guerre est un véritable fléau pour les masses travailleuses. La guerre sème la mort, brise les vies, elle remet en cause tous les acquis des travailleurs conquis à travers la lutte, elle détruit nos conditions de vie. De ce point de vue, la guerre réalise en un laps de temps historiquement très court, ce que les capitalistes réalisent beaucoup plus lentement par l'exploitation quotidienne. Ainsi combien de vies détruites, de mutilations sont-elles dues à la seule négligeance de la sécurité parce que pour les patrons les profits passent avant la sécurité. Les conditions de vie des travailleurs se voient sans cesse remises en cause, par la diminution régulière des salaires, le licenciement massif des ouvriers, etc... Par expérience la classe ouvrière sait que les capitalistes veulent l'asservir pour réaliser leur politique. Tout le système politique, judiciaire, économique est destiné à la réalisation de leur forfait. L'asservissement est la pire des choses que puisse connaître la classe ouvrière. Le seul moyen de résister à cette exploitation c'est de refuser cet asservissement en LUTTANT par tous les moyens, depuis la pétition, le débrayage, les manifestations, les grèves, jusqu'au mouvement révolutionnaire des masses qui renversera le vieil ordre établi. La lutte est le symbole, la manifestation pour la classe ouvrière du refus de cet asservissement.

Si l'asservissement des ouvriers fait le jeu de l'exploitation capitaliste, il fait aussi le jeu de la guerre. Pensez-vous que si la classe ouvrière soviétique, organisée dans des syndicats de classe, luttait pour la défense de ses conditions de vie, pour ses droits démocratiques, elle accepterait que son pays fasse la guerre en AFGHANISTAN, en ETHIOPIE, en ASIE du Sud Est ? Certainement pas. La classe ouvrière soviétique ne saurait être émancipée en acceptant que son pays agresse, envahisse d'autres pays, asservisse d'autres peuples.

Les conséquences de la guerre n'étant rien d'autre que les conséquences de l'exploitation, que la classe ouvrière ne soit pas en mesure de lutter contre l'exploitation du capital et soit aussi dans l'incapacité de prouver sa capacité combative contre toute forme d'asservissement cela constitue un fait grave qui compromet toute possibilité de lutter contre la guerre.

Ainsi le développement des luttes économiques, et donc des luttes politiques, expression du développement de la lutte de classe, montre la capacité combative de la classe ouvrière, montre sa capacité à refuser toute forme d'asservissement et ainsi contribue à faire reculer le danger d'une agression, les dangers de guerre.

Tout en constituant une exigence minimum, le développement de la lutte de classe ne suffit pas pour lutter contre la guerre.

LE ROLE DU MOUVEMENT SYNDICAL DANS LA LUTTE CONTRE LA GUERRE

La conception prolétarienne de l'organisation syndicale et de sa ligne d'action, confère un rôle actif au mouvement syndical dans le développement de la lutte de classe, lutte qui dépasse le cadre restreint de la lutte économique.

Le mouvement syndical a donc son mot à dire sur les dangers de guerre. Le développement de la lutte de classe, contre l'exploitation de la classe ouvrière, pour son émancipation exige du mouvement syndical qu'il lutte contre la guerre. Condamner telle ou telle agression est nécessaire, mais pour répondre à sa fonction pleine et entière, le syndicat doit œuvrer à la lutte contre la guerre tout comme il œuvre à la lutte contre l'exploitation capitaliste. Comme la lutte contre l'exploitation, la lutte contre la guerre ne pourrait se développer sans un rôle actif de la classe ouvrière. Le mouvement syndical doit donc appeller la classe ouvrière à lutter contre la guerre comme il l'appelle à résister aux attaques du capital.

LES TACHES DU MOUVEMENT SYNDICAL

Analyser et éduquer la classe ouvrière sur les dangers que représente toute politique hégémonique.

Les dangers de guerre ne sont pas apparus du jour au lendemain. Avant l'AFGHANISTAN, il y a eu PRAGUE, il y a eu l'affaire de CHYPRE, l'ERYTHREE, enfin le KAMPUCHEA (CAMBODGE). Cela constitue une série d'événements qui illustrent à la face du monde la réalisation, pas à pas, d'une stratégie hégémonique, expansionniste, que d'autres faits du même genre illustreront par la suite. Le mouvement syndical doit-il être indifférent à l'analyse de cet ensemble d'événements ? Nous ne le pensons pas, au contraire, il doit se pencher sur ces faits, analyser la stratégie qui guide les pays qui pratiquent l'ingérence, l'agression, l'occupation armée telle l'U.R.S.S. en AFGHANISTAN, le VIETNAM au KAMPUCHEA. Non seulement le mouvement syndical a le devoir de réagir aux événements successifs, mais il a le devoir d'analyser la situation d'ensemble. Le mouvement syndical de notre pays a une riche tradition en la matière. En 1938 la C.G.T., au cours de son congrès de



Daladier signe les accords, tristement célèbres de Munich.

NANTES, avait consacré une part non négligeable de ses travaux à l'analyse des accords de MUNICH, de la stratégie de l'ALLEMAGNE dirigée par la dictature fasciste hitlérienne. Cet effort d'analyse exemplaire avait permis d'entreprendre la mobilisation, l'éducation d'une fraction importante de militants ouvriers qui permit à la classe ouvrière désorganisée par l'occupation et la collaboration de participer activement au mouvement de résistance à l'occupation nazie. Cette volonté d'éducation, d'analyse nous la retrouvons dans l'intervention à la tribune de ce congrès de NEDELEC, délégué membre du P.C.F., lorsqu'il déclarait à propos de la solidarité à apporter à la République espagnole agressée par les armées nazies :

Est-ce que nous ne voyons pas qu'il ne suffit pas de dire : « je repousse la guerre », je n'accepte pas le risque de guerre, je ne veux pas la guerre. Est-ce que nous ne voyons pas que cela ne suffit pas pour empêcher la guerre ! Nos camarades espagnols ne veulent pas la guerre, il n'y a pas de peuple plus pacifique que le peuple chinois, et cependant ils connaissent la guerre ; en ce moment on leur fait la guerre et, pour se défendre, parce que eux, ils ne préfèrent pas la servitude à la guerre, ils sont obligés eux aussi d'employer des moyens guerriers pour défendre leur indépendance, pour défendre leur liberté. »

S'appuyer sur le développement de la lutte de classe, de la lutte économique pour éduquer et mobiliser la classe ouvrière dans la lutte contre la guerre.

Le mouvement syndical doit prendre des initiatives d'action dans lesquelles il lie la lutte pour la défense des intérêts économiques des travailleurs contre le gouvernement, le patronat, à la lutte contre la politique d'hégémonie de grande puissance pratiquée aujourd'hui par l'U.R.S.S.

Outre les marchands de canons, le monde capitaliste voit dans la guerre un moyen de réaliser des profits considérables.

Dans nos conditions concrètes, des capitalistes qui exploitent la classe ouvrière voient dans les marchés qu'offre l'U.R.S.S. un moyen non négligeable de réaliser des profits. Cette fourniture de matériel compense les besoins économiques nécessaires que l'Etat d'U.R.S.S. ne peut satisfaire du fait de la concentration d'une grande partie de ses forces productives à l'effort militaire.

Dans ce cas la lutte contre les profits réalisés par le gouvernement à travers ses échanges économiques et le patronat qui produit et vend du matériel à l'U.R.S.S, puissance qui pratique une politique d'agression, permet de lier le développement de la lutte de classe et la lutte contre les dangers de guerre.

Ces objectifs propres au mouvement syndical, même acquis, ne règlent pas tous les problèmes.

Le mouvement syndical doit soutenir les forces patriotiques et nationales qui luttent contre la domination, l'occupation de leur pays par toute puissance hégémonique.

Le mouvement syndical de notre pays est loin d'être exempt de traditions. Depuis le soutien à la République espagnole en 1936, en passant par l'opposition à la guerre d'ALGERIE, jusqu'au soutien à la lutte des peuples vietnamien, lao, khmer contre l'impérialisme U.S., le mouvement syndical a toujours pris position en faveur des forces patriotiques et nationales qui luttaient contre le domination étrangère de leur pays.

En 1938, toujours au congrès de la C.G.T. à NANTES, NEDELEC déclarait :

« Il faut que nous comprenions que là se joue peut-être la partie décisive de la guerre ou de la paix ; que si nos camarades demain sont battus, ce sera un encouragement encore plus grand qui sera donné à nos fascistes de l'intérieur, aux fascistes internationaux et que, par conséquent, nous risquerions de connaître à la fois l'agression intérieure pour nous imposer la servitude et l'invasion de l'extérieur, ce qui fait que nous n'aurons même pas échappé à la guerre ».

Compte tenu de la situation historique dans laquelle cette déclaration a été faite, situation marquée par la convergence d'intérêt entre le fascis-

me hitlérien en ALLEMAGNE et la bourgeoisie française en 1938 contre le Front populaire, il ressort de cette déclaration une idée fondamentale que nous oublions trop souvent. La défaite des forces patiotiques et nationales, que ce soit en ERYTHREE, au KAMPUCHEA, en AFGHANISTAN, etc... constituerait un encouragement à la volonté d'expansion militaire de l'U.R.S.S. La défaite de ces forces entraînerait des menaces de guerre encore plus grandes sur les autres pays.

Aussi le mouvement syndical doit-il organiser la solidarité active de la classe ouvrière avec ces différentes forces sans aucune exclusive. Celà exige l'établissement de relations, la publication d'informations et la participation aux différentes manifestations exprimant la solidarité de la classe ouvrière de notre pays aux luttes des peuples contre toute politique hégémonique.

Le mouvement syndical partie prenante des initiatives internationales s'inscrivant dans la lutte contre toute politique hégémonique.

Organisé au niveau international et compte tenu de la force et de l'audience qu'à chaque confédération, le mouvement syndical doit avoir un rôle d'initiateur, ou agir en soutien, dans la tenue de conférences internationales destinées à faire condamner la politique hégémonique des grandes puissances. Le mouvement syndical doit apporter son soutien aux pays qui contribuent par leur politique internationale à la lutte contre la guerre. On ne peut admettre que le mouvement syndical se retire dans une position de stricte neutralité par rapport aux forces antihégémoniques que constituent aujourd'hui les pays non-alignés.

On ne peut que regretter les réticences des confédérations syndicales de notre pays à établir des relations franches et cordiales avec la République populaire de CHINE, pays socialiste dont la fédération des syndicats chinois apporte un soutien fondamental à la politique extérieure antihégémonique de son gouvernement.

Le mouvement syndical doit œuvrer dans la mesure de ses possibilités à l'unité des pays sans exclusive qui s'opposent aujourd'hui à la politique expansionniste de l'U.R.S.S. Toute attitude de neutralité de la part du mouvement syndical serait suicidaire pour la classe ouvrière. Elle constituerait une démission et signifierait l'acceptation du règne de l'asservissement des pays, des peuples, de la classe ouvrière.

Ces quelques idées encore trop générales étant fixées, il nous reste encore beaucoup d'efforts à accomplir beaucoup de chemin à parcourrir pour redonner à la classe ouvrière un mouvement syndical qui œuvre véritablement à son émancipation. La classe ouvrière de notre pays est riche en traditions, aussi mettons-nous toute notre confiance dans sa capacité à faire valoir ses intérêts de classe que ce soit dans la lutte contre le capital ou que ce soit dans la lutte contre la guerre. Quant à nous, nous nous engageons à servir fidèlement ses intérêts.

Charles Malloire

Résolution du 25e Congrès de la CGT, Nantes 1938 (Extraits)

Le Congrès de la C.G.T., fidèle à la tradition constante du syndicalisme français, considère que la guerre ne peut résoudre aucun différend international et proclame sa volonté profonde et consciente de paix entre les peuples et d'opposition à la guerre.

Il constate que les dangers de guerre vont croissant avec le développement de l'impérialisme et du fascisme international, risquant de compromettre non seulement les libertés, mais encore d'aboutir à l'isolement de la France.

Il s'élève avec force contre l'emploi de la violence dans les relations internationales, condamne la politique d'agression et exprime sa confiance dans l'efficacité du recours au droit, à la raison et à l'arbitrage pour arriver aux modifications du statut international que peuvent commander l'équité et l'idéal démocratique d'émancipation.

Animé par ces sentiments, le mouvement syndical n'a cessé, depuis la fin de la guerre, de réclamer l'institution d'une paix juste et durable fondée sur la révision pacifique des traités, l'organisation économique du monde et la construction d'une Europe affranchie de toute hégémonie de quelque nature qu'elle soit (militaire, idéologique, politique ou économique) et formée d'Etats égaux en droits comme en devoirs vis-à-vis de la communauté humaine.

C'est pour contribuer à la réalisation de cet idéal que la C.G.T. s'est toujours affirmée, s'affirme à nouveau en faveur de la collaboration entre toutes les nations, du désarmement dans la sécurité collective, de l'assistance mutuelle et de la coopération économique.

Placé en face d'une paix dont l'opinion publique perçoit de plus en plus le caractère précaire, conscient des dangers que fait courir à l'Europe et à la France une politique qui dispose des frontières et des individus sous la menace de l'hégémonie et va jusqu'à battre en brèche le droit des grandes nations démocratiques à se déterminer librement, le Congrès demande la convocation urgente d'une Conférence internationale chargée de résoudre les problèmes politiques et économiques dont dépend la paix, de mettre en pleine lumière la volonté pacifique de la France et d'engager les responsabilités de tous les pays.

Déclaration d'Edmond Maire (Extraits)

Au seuil de 1980, devant des millions de téléspectateurs, Giscard d'Estaing, se fondant sur l'aggravation des tensions internationales - pétrole, Iran, Afghanistan - évoquait le risque de guerre. A l'évidence, le président de la République entendait par là bien plus que la poursuite ou l'éclosion de conflits armés locaux, tels ceux qui secouent en permanence telle ou telle région de la planète. L'ombre qu'il a fait planer sur 1980, c'est celle d'une conflagration plus générale, menaçant plus directement notre continent et notre pays. Ce faisant, il donnait crédit aux hypothèses les plus pessimistes qui courent toujours les chemins en période de crise économique internationale et il provoquait inévitablement leur amplification (...)

Guerre à la guerre

Le cri de ralliement des syndicalistes internationalistes du début de ce siècle « Guerre à la guerre », Français et Allemands mêlés, retrouve toute son actualité. Et il peut faire preuve d'une toute autre efficacité qu'alors. A condition de l'adapter aux réalités de notre époque : guerre à la guerre, c'est d'abord guerre à l'acceptation passive de l'hypothèse de guerre, c'est donc guerre à la démission des peuples devant leurs responsabilités, c'est en France et dans le monde, guerre aux inégalités, aux volontés de domination, à la course aux armements.

Le risque de guerre ne dépend pas d'un monstre froid, inexorable, lointain, une sorte d'oiseau de proie prêt à fondre sur nous, si nous ne nous tenons pas coi. Tout au contraire, les peuples peuvent l'écarter. Les syndicalistes seront à la tête de ce combat-là.□



La nuit de Noël sur le parvis de Notre-Dame de Paris avec leurs enfants.

Usinor-Denain : Quelques réflexions

Rémi Dainville

Un mois, l'occupation d'Usinor Denain lancée par la CGT le 27 novembre aura donc duré exactement un mois puisque la reprise amorcée le 27 décembre devait être effective les jours suivants. Remise en route musclée s'il en est puisque la direction n'a pas hésité à organiser une véritable opération de commando avec une cinquantaine de cadres et de jeunes pour rallumer le haut-fourneau. Et celle-ci n'a pu aboutir qu'à la suite de pressions et de menaces envers les immigrés, nombreux parmi les fondeurs. Loin de rentrer la tête basse, les travailleurs, mobilisés par le CGT, se sont rassemblés et ont défilé à travers l'usine pour affirmer leur volonté de résister au plan de liquidation d'Usinor.

Jusqu'au bout, les organisation du front uni (CFDT, FO, CGC et CFTC) auront joué un rôle de division indigne du mouvement syndical puisque, dans un communiqué du 27 décembre, elles attaquaient violemment la CGT qui *«a tenté une nouvelle fois par la violence d'empêcher la reprise de la production»*. La direction, vraisemblablement, devait tenir la plume... Le même jour, 25 ouvriers cégétistes de Denain rencontraient leurs camarades d'Usinor Dunkerque au CE de cette entreprise et appelaient à la solidarité la population de Grande-Synthe et les sidérurgistes en organisant des collectes. Il y a bien là deux voies distinctes et opposées : celle du renoncement à la lutte et celle de la lutte, de la confiance dans la classe ouvrière. Il nous faut donc revenir sur quelques questions importantes qui ont surgi au cours de ces quatre semaines de lutte à Denain.

LUTTE ET DEBAT

Pour ou contre l'occupation comme méthode d'action la plus favorable pour relancer une lutte de masse unitaire? Cette question était selon nous légitime. Nous avions à plusieurs reprises l'an dernier appelé de nos vœux l'instauration d'un débat démocratique parmi les sidérurgistes de Denain sur les meilleures formes d'action à mettre en œuvre. Nous écrivions notamment : *«Débattre des formes de lutte, c'est une exigence particulière de la bataille en cours. C'est important de bien choisir son mode de combat afin de frapper juste et fort. Certaines voies sont des impasses, autant les connaître et ne pas s'y engager (...). Nous sommes, pour notre part, partisans du débat des travailleurs en Assemblée générale sur cette question car la force des sidérurgistes doit s'exprimer de la façon la plus efficace, c'est à dire en portant atteinte aux profits d'Usinor, en frappant au coffre-fort. Les actions ne se ressemblent pas. Les travailleurs doivent viser à porter des coups réels aux maîtres de forge qui, comme on le pense, ne craignent nullement la mobilisation si elle se limite à des actions symboliques de protestation»* (HR du 27 février 79).

Notre position n'a pas changé d'un pouce en la matière. Mais malheureusement, la CFDT, loin de se placer dans cette perspective du débat démocratique sur les formes d'action a adopté un point de vue bien différent, celui du **renoncement à la lutte.** Force est de reconnaître que dès le lancement de l'occupation le 27 novembre, la CFDT a adopté une position de ferme condamnation **sans proposer une autre alternative de lutte.** Et, c'est cela qui est grave. Nous pensons qu'aucun militant syndical ne peut approuver une telle démarche. Lorsque, début novembre, la direction d'Usinor précipita brutalement la fermeture du dernier four de l'aciérie Martin (prélude à la liquidation complète des coulées d'acier à Denain), les travailleurs se sont immédiatement mobilisés à l'appel de la CGT. Celle-ci a appelé à six reprises la CFDT à s'associer au mouvement et par six fois la CGT se retrouva seule aux réunions «intersyndicales». Seule avec les aciéristes.

La CFDT désertait le combat, abandonnait la lutte. Quel militant syndical pourrait accepter de telles attitudes sans renier ses plus profondes convictions de syndicaliste ? Lorsqu'ils subissent les mauvais coups du patronat, on ne peut être qu'à leurs côtés. Sans quoi, on ne peut mériter le titre de défenseur de la classe ouvrière. Pour avoir le droit de débattre des formes de lutte, il faut, et c'est là un devoir, être **dans** la lutte. Quand on s'en tient à l'écart et qu'on s'y oppose, on ne peut se prévaloir de la démocratie pour juger et condamner car cette démocratie-là n'est pas celle de la classe ouvrière.

LUTTE ET NEGOCIATIONS

La CFDT déclare que la seule tâche des travailleurs d'Usinor Denain est aujourd'hui de faire *«pression sur les lieux de négociations»* (communiqué du 29 novembre 79 de l'Union CFDT des syndicats de la métallurgie du Nord-Pas de Calais). A savoir, d'une part l'application de la convention sociale et, d'autre part, le comité tripartite de bassin. Quel est l'objectif poursuivi par les maîtres de forge avec leur convention sociale, sinon de faire passer en douceur leur plan de restructuration? Ainsi que le déclarait dans un tract la section CFDT de Longwy : *«Il s'agit de dire non à la signature d'une convention qui prévoit en définitive la suppression de milliers d'emplois»*. Demander aux travailleurs de veiller *«à la bonne application»* de la convention sociale n'est-ce pas leur demander de se transformer en auxiliaires de la politique patronale de licenciements et de chômage?

A propos du comité de bassin, la CFDT déclare : *«Nous obligeons le patronat à jouer le jeu»*. Cela serait risible si la situation des travailleurs de Denain n'était pas si difficile. Il n'est vraiment pas sérieux de prétendre qu'il peut sortir de ce comité quelque chose de bon pour les travailleurs, pour le maintien de leurs emplois. A vrai dire, on mesure ici le caractère désastreux de la politique de recentrage que, pour notre part, nous ne cessons de combattre depuis le congrès de Brest de la CFDT. Et quand ils s'aperçoivent que cette politique débouche directement sur la pratique néfaste du consensus, comment les militants de la CFDT n'y opposeraient-ils pas de la résistance?

S'ALLIER AVEC QUI?

Lorsqu'elle s'associe au sein de ce qui est appelé «le front uni» avec la CGT, FO et la CFTC, la CFDT a-t-elle en vue les intérêts des travailleurs? Chacun connaît la propension à la collaboration de classe des organisations FO et CFTC. De fait, les déclarations du front uni et celles de la direction de l'entreprise se sont fait écho tout au long des semaines d'occupation. On y retrouvait les mêmes formules pour condamner l'occupation dite *«minoritaire»*, qui ne pouvait que *«précipiter la fermeture de l'usine»*. Il y a là des convergences qui ne peuvent que susciter la suspicion et, il faut bien le dire, les responsables de la CFDT n'ont rien fait pour briser ce consensus établi entre le front uni et la direction.

LES LEÇONS D'UN DOUBLE SCRUTIN

C'est dans cette situation que les organisations du front uni, puis la CGT ont organisé séparément les 11 et 12 décembre dernier deux consultations des travailleurs à bulletin secret. Dans la première, sur 4428 inscrits, il y a eu 1872 votants (1836 exprimés) : 1550 travailleurs se sont prononcés *«contre l'occupation»* et 286 pour. Dans la consultation de la CGT, pour le même nombre d'inscrits, il y a eu 1848 votants (dont 81 mis à la retraite). A la première question : *«J'exige des négociations sur :*
— le maintien définitif de la fonte et de l'acier à Denain,
— l'annulation des mutations
— pour imposer ces négociations, je considère que l'action est nécessaire», on trouve 1283 oui, 200 non et 284 nuls. Pour la seconde question posée par la CGT : *«Je me prononce pour que la CGT organise la discussion des formes d'action pour que la poursuite de la lutte soit massive et plus énergique»*, on trouve 1080 oui, 315 non et 371 nuls.

Ces scrutins consacraient une division des travailleurs d'Usinor Denain quant aux formes d'action (35% des sidérurgistes étaient contre l'occupation) mais la volonté d'action y apparaissait comme un phénomène majoritaire dans l'usine car les travailleurs qui avaient voté contre l'occupation demeuraient favorables à l'action sous d'autres formes. Il faut le souligner, la formulation du bulletin de vote de la consultation du front uni (*«je suis pour — contre l'occupation»*) ne permettait pas aux travailleurs de s'exprimer complètement et, de fait, avait toute l'apparence d'un plébiscite pour briser la lutte engagée.

D'un autre côté, la CGT ne suscite pas de débat sur les autres formes d'action possibles. Tandis que l'action à Usinor se caractérisait essentiellement par la grève, l'occupation demeura partielle et limitée à une frange de travailleurs (de quelques dizaines à 200 selon les jours). Et ce n'était pas là la moindre difficulté d'une lutte où une partie importante (40%) des travailleurs habitant loin ne se déplaçait guère jusqu'à l'usine. Certes, ces ouvriers étaient d'accord avec l'action, mais ils se tenaient à l'écart et ne jugeaient pas utile de rejoindre leurs camarades dans les assemblées et les manifestations à l'usine. Sans doute entrait-il dans cette attitude une part de lassitude, une perte de confiance. Bien sûr, il aurait fallu «tourner» dans tous les villages des environs, jusqu'à Cambrai, Douai, en passant par Aniche, Somain, pour essayer de toucher tous ces travailleurs. Mais cela aurait nécessité d'être pris en main et organisé.



28 décembre 1979, le mouvement de reprise est amorcé, mais les travailleurs ne veulent pas rentrer la tête basse. Ils défilent dans leur usine.

LA DIVISION NE SERA SURMONTEE QUE PAR L'ACTION

Le 14 mai dernier, après de nombreuses discussions secteur par secteur et atelier par atelier, la CGT d'Usinor Denain consultait les travailleurs par un vote à bulletin secret : sur 2383 votants, il y a eu 513 «oui à l'occupation active» et 1858 «non à l'occupation mais poursuite de l'action sous d'autres formes». Déjà, à cette époque, de nombreux travailleurs disaient : *«il est trop tard pour l'occupation»*. C'est sans doute une telle idée qui prévalait chez nombre d'ouvriers lors de la dernière occupation. Car, on le sait, l'exemple demeure de l'occupation lancée tardivement à Usinor Thionville.

Au début janvier, la direction d'Usinor a envoyé à Denain une équipe de psychologues pour *«aider»* les mutés à faire leur choix en *«assumant»* leur mutation... Jusqu'à présent, la situation est plutôt mauvaise pour Usinor : seuls une cinquantaine d'ouvriers ont accepté de partir sur les 1700 qui ont reçu leur *«fiche de déportation»* comme me le disait un sidérurgiste. Non, les problèmes n'ont pas disparu comme par enchantement et à Denain, il y a toujours des milliers d'hommes qui refusent le plan de restructuration et le chômage.

Nous le répétons : la bonne et solide unité dont les sidérurgistes ont tant besoin, c'est l'unité pour l'action et par l'action. L'action contre Usinor et non cette entreprise dérisoire de diversion que fut la manifestation du 21 décembre dernier au Consulat d'Allemagne à Lille. Ce n'est certes pas à l'aide de telles opérations chauvines que les sidérurgistes parviendront à rétablir leur unité et à porter des coups aux maîtres de forge.

Aujourd'hui, deux orientations s'imposent à Usinor Denain : la première consiste à tout miser sur les négociations, visant à faire appliquer la convention sociale. Cette voie est celle de la capitulation devant les plans des maîtres de forge, de la gestion du capitalisme en crise. Elle se fonde sur la néfaste politique dite de *«recentrage»*. La seconde orientation consiste à placer la lutte au premier plan. C'est la voie de la lutte pour la défense des intérêts des travailleurs.

Pour notre part, nous continuerons à agir en faveur de l'unité la plus large sur **la base de la lutte de classe**, en refusant fermement de nous laisser entraîner dans les mauvaises querelles, en refusant de jeter de l'huile sur le feu de la division. *«Usinor n'est pas mort, le combat continue!»* criaient le 26 décembre dernier, dans les rues de Valenciennes, les sidérurgistes de Denain. Comme cela est vrai : l'espoir, c'est la lutte.

Rémi DAINVILLE


Femmes de sidérurgistes devant la porte Cavro à Usinor-Denain fin décembre 1979... concernées.



Un groupe de hard-rock, rien à dire musicalement. Le hard, c'est le hard. Musique dure, énergétique, elle remplit une fonction sociale précise : expression « primaire » directe, crue, d'une violence accumulée dedans, elle en est, en même temps, la thérapeutique. Soupape de sécurité, défoulement de fin de semaine pour se venger de la haine accumulée, colère rentrée.

Qu'on aime ou pas, force est de constater que le hard-rock reste la forme la plus populaire (par son public).

Groupe Trust : Des ambiguités à éclaircir

Michel David

Mais Trust, c'est un groupe *français*, avec des chansons très politiques qui parlent, avec les mots de tous les jours, du boulot, des syndicats, du goulag et des flics. Ça pète comme un slogan sur un mur.

Le groupe Trust mérite toute notre attention. Car Trust s'impose. Découvert en septembre 1978, lors d'une tournée de AC/DC (septembre 1978, la date est d'importance), ils ont vendu 50 000 disques de leur premier album et, alors qu'ils ne passent pas à la radio, depuis deux mois de tournée ils emplissent les salles chaque soir. Public de jeunes lycéens, jeunes prolétaires. Moyenne d'âge : 17 ans. Voilà déjà qui est un phénomène sociologique.

Car si Trust rencontre un tel succès, c'est parce qu'il correspond à une réelle forme de révolte chez les jeunes, parce qu'il répond à une demande, demande d'une telle musique, d'un tel langage. Trust dit très fort des idées qui couvent. Groupe-reflet, il nous renseigne sur la réalité.

Voyons ça de plus près. Et d'abord, attention à certaines sirènes qui nous annoncent avec Trust le groupe révolutionnaire, prolo, d'extrême-gauche.

Prolos, ils le sont sans tricher : « *Je suis d'une classe sociale où l'on a souvent mal* ».

De droite, ils ne le sont pas, c'est sûr aussi. Ils n'auraient pas terminé leur tournée. Par contre, quand ils chantent « *Police-Milice* », où ils se moquent d'un jeune qui entre dans la police à 20 ans, la salle gueule avec eux et, à ce moment, il ne fait pas bon porter un képi.

Alors l'expression d'un courant « *ni droite ni gauche* » ? Ça se précise. Pour Trust, la gauche, ça sent mauvais. Ils ne sont pas d'après mars 1978 pour rien : « *La gauche qui virevolte, la droite qui s'enrhume, j'écoute et, dans mes poches, j'ai toujours pas une tune* ». Et surtout, deux chansons (« *L'élite* » et « *H œ D* ») consacrées à la dénonciation de l'URSS, voilà qui est rare et sacrément positif. On peut déjà prendre les paris : seront-ils invités à la fête de l'*Humanité* ?

C'est là dans l'analyse qu'il ne faut pas s'arrêter. Le courant « *ni gauche ni droite* » est loin d'être uni. Et on y trouve aussi des aspects négatifs : rejet de toute politique, du syndicat, etc.

C'est là qu'est tout le problème : tout est à deux facettes dans leur discours. Ils expriment comme un tourbillon la confusion d'esprit d'une couche de la classe ouvrière, dont la situation économique et politique tranche avec la classe ouvrière « *classique* », traditionnellement représentée par le Parti communiste français : jeunes, marginalisés, travailleurs temporaires, intérimaires, chômeurs. Un potentiel énorme de révolte qui peut déboucher sur le meilleur mais aussi, il faut le dire, sur le pire.

Qu'on en juge : *Goulags*, la chanson consacrée à l'URSS, mérite d'être citée en entier. Mais, en même temps, transparait, à travers les textes, la vieille trouvaille des « *nouveaux philosophes* » comme quoi tous les socialismes conduisent au goulag.

L'ÉLITE

Tes procès on le sait ne sont pas fondés
Dans tes camps, on le sait, on supprime sans gants
Elle se dit l'élite des peuples civilisés
Elle pourrait arborer sans aucune gêne la croix gammée
Elle a pour principe de protéger les gens
De leur littérature de leurs pensées de leurs chansons
Elle dit que c'est fondé sur l'esprit de liberté
Elle ne fait que parjurer les traités déjà signés

L'élite est entrée sans prévenir
Devant ses chars d'assaut vous n'aviez que des idées
Renforçons l'amitié proclamant vos slogans
Amitié enfermant des gens nommés dissidents

Elle fut scandalisée en voyant ce génocide
Elle a combattu et vaincu quel homicide
La seule leçon qu'elle ait su en tirer
C'est de financer des États policiers.

SYNDICATS

Le syndicat se moque de toi
Regarde Séguy rempli de vinasse
Il ne t'arrive pas à la godasse
...
Quant aux manifs t'as bien raison
Là ils te font passer pour un con
T'ouvres ta grande gueule de prolétaire
Prends donc la peine de regarder derrière
Ce syndicat qui défend ton fric
Tu verras tout n'est que politique

TRUST

Rejet de la politique politicarde, antisyndicalisme viscéral. Positif-négatif.

Violence. Là encore quelle violence ? Il y a celle de la zone :

Le fils du dessus en pardessus
s'en va trimer comme un damné
...
Depuis tout petit il est prolo
...
Au bout de dix heures en atelier
Je rentre chez lui, il est flippé.

Des paroles qui tapent au cœur. Quel avenir pour ce damné ?

Pour lui, l'avenir dur à définir
Entre l'usine et la combine
L'augmentation ou l'agression

Alors reste le samedi soir :

Le week-end venu bonjour la frime
Elle frappe juste sa barre à mine

Violence-désespoir. Violence individuelle, violence-destruction :

Je ne peux que prêcher la déraison, la destruction
Quelle sensation la destruction
Tas de viande avariée vous allez payer.

Encore et toujours l'ambiguïté : ils ont compris que la légalité, ça ne changera rien, mais la seule violence qu'ils imaginent, c'est le terrorisme :

Je me suis remémoré un certain mois de mai
Où les gens ici ne pensaient que par le pavé
...
Alors il faut que l'on bouge on s'appelle Brigades rouges
Dans ce putain de pays on n'a toujours rien compris.

Curieuse macédoine. Révolte : « *Je crache à la gueule de tout ce système* », individualisme anar : « *Je vais où je veux, je pense comme je veux* » et une sacrée exigence : « *Pensez avec votre tête, il en est encore temps* ». « *Reviendra le jour où des maitres-penseurs on fera de l'ordure* ». N'est-il pas étonnant de trouver *là* ce mot de « *maître-penseur* » qui est le titre d'un célèbre écrit de notre éminent nouveau philosophe Glucksmann ? Influences latentes.

Le courant « *ni droite ni gauche* » est actuellement l'enjeu d'une offensive de la bourgeoisie qui essaie de transformer la déception devant la gauche et les syndicats en rejet du socialisme et de l'organisation. Un combat à mener.

Le groupe inspirateur de Trust s'appelle AC/DC. Ça veut dire courant positif/courant négatif. Très bien choisi ce titre ! Attendons le prochain disque pour voir le courant principal.

Michel DAVID

Michel David *en bref*

Les morts du show-biz

1 700 personnes ! Le Riverfront Coliseum de Cincinnati (Ohio) est plein à craquer pour un concert des Who. A l'extérieur, il reste quelques milliers de fans furieux. Ils veulent pénétrer de force. Bilan : 11 morts, étouffés et piétinés. De nombreux blessés. C'était le 3 décembre 1979. Ils n'étaient pas les premiers...



Un spectacle écoeurant

La campagne mystique de Dylan continue de provoquer des remous. A San Francisco où Dylan commençait sa tournée, les réactions du public sont vives. Ils étaient venus pour écouter du folk, du rock, on leur annonce le jugement dernier ! Un quart de la salle est parti au milieu du show. Le reste est resté pour huer.

Et il y a de quoi. A l'entrée des concerts, le bureau de recrutement est ouvert : militants de Jésus et autres sectes s'en donnent à cœur joie. Pouvoir se payer Dylan comme publicité, c'est presque le... paradis !

Quant au concert, si la musique est bonne, le ton, lui, fait froid dans le dos.

Quelques paroles du nouveau prophète :

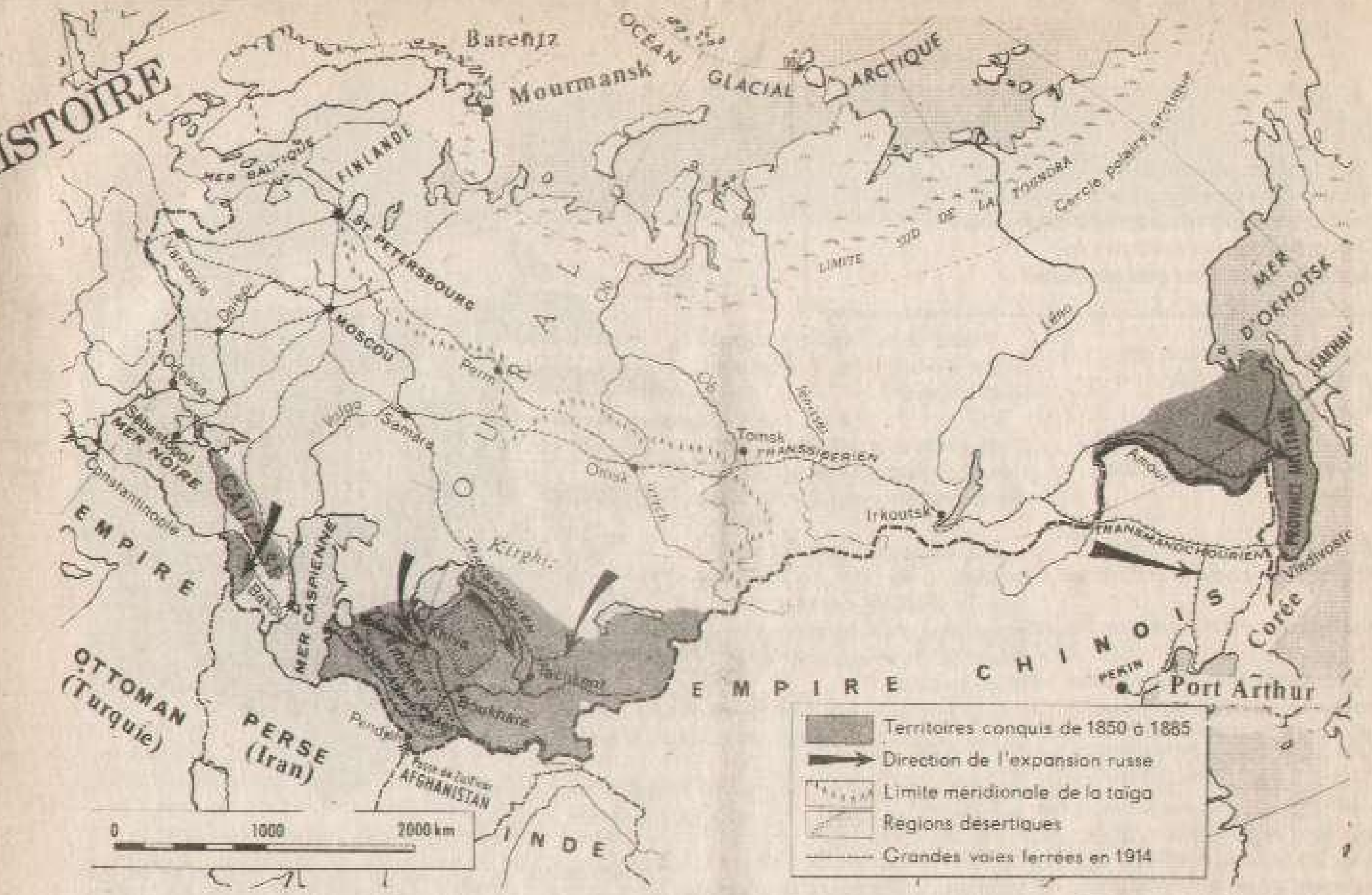
« Le monde va être détruit, on sait tous ça ; le train va arriver et il est en train de prendre de la vitesse... »



(C'est une image, ça veut dire que c'est bientôt le jugement dernier)

« Combien d'entre-vous savent que Satan a été vaincu au Calvaire ? »

Dylan, symbole de la confusion de pensée d'une jeunesse américaine aux abois, savamment utilisée par quelques idéologues véreux et par un show-business sans complexe (l'argent n'a pas d'odeur de... sainteté).



«Direction : les mers chaudes !»

L'expansionnisme tsariste au 19e siècle

La Russie du XIXe, comme l'U.R.S.S. actuelle, ne bénéficie pas de conditions naturelles favorables pour son commerce et ses débouchés maritimes. Elle est trop ouverte vers le pôle, en dehors des grands courants commerciaux, qui ont lieu, à cette époque, comme à la nôtre en Atlantique, en Méditerranée, autour de l'Afrique et dans l'océan Indien. En outre ses ports sont pris par les glaces l'hiver : mer Baltique (St-Pétersbourg-Léningrad), océan Glacial arctique (Arkhangelsk), mer d'Okhotsk (Vladivostock) sont gelés de 4 à 5 mois par an.

Les seuls débouchés restent Mourmansk au seuil de la mer de Barentz, libre de glace à cause du courant chaud de la dérive Nord-Atlantique, et la mer Noire mais qui est refermée par le Détroit des Dardanelles.

Estelle Delmas

La constante de la politique tsariste depuis Ivan le Terrible (XVIe siècle) a été, d'abord, d'atteindre les mers à partir de Moscou, puis de s'assurer des débouchés en mer libre de glace, et pour ce faire de s'étendre vers le Sud et l'Est, en annexant des territoires aux marges de son empire, suivant quatre axes : la Finlande, la mer Noire, l'Asie Centrale et l'Extrême-Orient.

Jusqu'à la révolution socialiste, qui mettra fin à cet expansionnisme, l'empire russe trempe dans tous les coups, trafics et agressions de l'impérialisme mondiale. Mais trop tard arrivé dans la course au partage du monde, moins développé économiquement, il se heurte aux autres puissances d'alors, dans toutes ses tentatives de pénétration au Sud, sans qu'elles lui disputent l'hégémonie en Pologne, dans les Etats Baltes et en Finlande.

La FINLANDE : débouché sur la mer du Nord

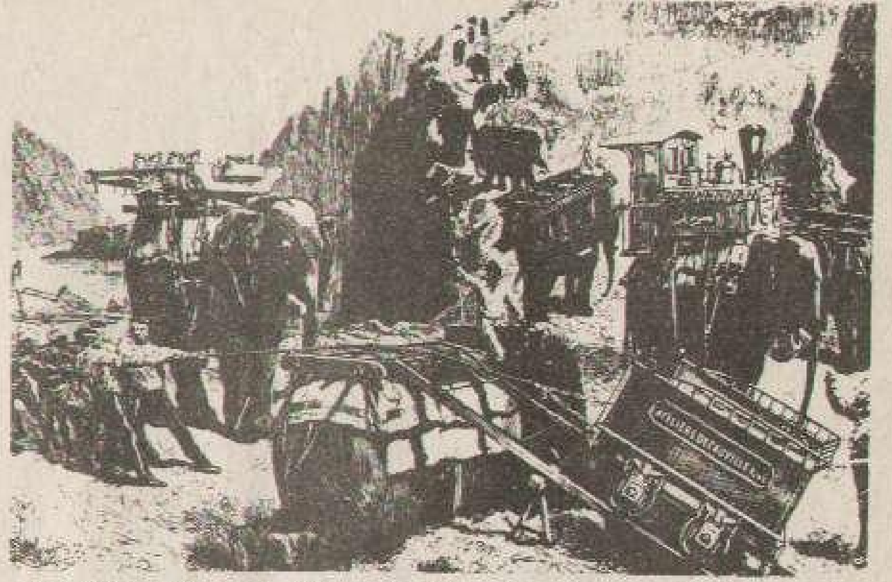
La Finlande est mise sous tutelle à partir de 1808 par le biais de la reconnaissance de la suzeraineté du Tsar, dénommé « Grand-Duc de Finlande ». Cette tutelle se transforme peu à peu en annexion, par une russification impitoyable (langue russe, fonctionnaire russes). La Carélie est rattachée définitivement à l'Empire et même en 1945, l'U.R.S.S. refusera de la rendre à la Finlande. Le port de Mourmansk y est crée, ce qui donne l'accès à la mer de Barentz où jusqu'à présent l'URSS met la plus mauvaise volonté dans les discussions sur le partage des eaux avec la Norvège.

Trafics dans les Balkans pour la domination du detroit

A partir de 1825, le Tsar, monarque absolu et anti-démocrate, se fait le champion de l'indépendance des pays balkaniques, contre la colonisation turque (empire Ottoman).

Par deux guerres (1828-1934 et 1866-1878) la Russie oblige la Turquie à reconnaître l'indépendance de la Serbie, du Monténégro, de la Macédoine (actuels Etats de la Yougoslavie), de la Roumanie et l'autonomie de la Bulgarie. La Turquie lui cède en outre l'Arménie, et le droit de passage exclusif dans le détroit des Dardanelles. La Turquie n'est plus qu'une puissance moribonde, mais l'Autriche-Hongrie, l'Angleterre n'ont aucun mal à faire reculer le Tsar, qui faute d'une armée et d'une flotte dans cette région est obligé d'accepter un traité qui reconnait le partage en « zones d'influence » des Balkans avec l'Autriche et « l'internationalisation » du Détroit. L'Angleterre, première puissance navale, ne tarde pas à s'imposer en mer Noire et devenir le transporteur obligé des marchandises russes.

Malgré ce demi-succès, jusqu'à 1914, le Tsar va « aider » les mouvements de libération slaves anti-autrichien. La police secrète tsariste trempe dans la préparation de l'attentat de Sarajevo, qui fut le prétexte autrichien au déclenchement de la guerre en juillet 1914. Par sa mise en tutelle de la Bulgarie, l'U.R.S.S. possède une des rives du Détroit mais la Roumanie refuse le passe des troupes soviétiques sur son sol en cas de fermeture du Détroit par une autre puissance.


La rivalité anglo-russe. Les Anglais font des préparatifs militaires dans le Nord-Ouest de l'Inde contre la menace russe. L'illustration représente le transport à travers la montage d'éléments d'un chemin de fer.

Il y a 100 ans, l'armée tsariste pénétrait en Afghanistan !

En 1865, Tachkent est occupée puis tout le reste du Tadjikistan jusqu'à la frontière indienne. Les Anglais sont très inquiets, mais le Tsar affirme que « l'Afghanistan est en dehors de sa sphère d'influence ».

Mais en 1879, dans le but de « réprimer les rebelles qui menacent la sécurité du Tadjikistan », l'armée s'empare de la Passe de Zulficar, lieu naturel de passage entre la Perse, l'Afghanistan et la Russie et menace les tribus d'aller plus loin. Les Anglais y mettent immédiatement le holà en envahissant l'Afghanistan et en mettant un de leur protégé sur le trône de Kaboul. L'Afghanistan passe sous la tutelle anglaise. La Russie doit s'incliner et le traité de 1885 trace les frontières « à la règle » de l'Afghanistan, lui donne une bande de terrain qui sépare l'Inde de la Russie, et laisse la Passe de Zulficar à la Russie, qui la possède toujours d'ailleurs, et qui s'en est servi dernièrement, tant c'est une excellente voie de passage dans cette zone très montagneuse. L'Afghanistan est érigé en Etat tampon, destiné à protéger l'Inde et l'accès à l'océan Indien.

La progression russe en direction de l'océan Indien est stoppée.

« L'introduction de troupes russes sur le territoire chinois, est suscité uniquement par la nécessité de repousser les agressions des rebelles chinois... Elle ne saurait en aucun cas, témoigner des desseins intéressés qui sont absolument étrangers à la politique du gouvernement impérail » 1900, Nicolas II.

Frustré en Asie, il ne restait plus au Tsar que l'Extrême-Orient. Dès 1858 la Russie extorque à la Chine la rive gauche de l'Amour. La construction du transibérien fera de Vladivostock le grand port russe de l'Extrême-Orient. A la fin du siècle, le Tsar étend son protectarat sur le Mandchourie, y construit un chemin de fer pour exploiter les mines de charbon. Il vise la concession du port de Port-Arthur, en eau libre. Il se heurte au Japon, le bat une première fois (1894) et un traité reconnait Port-Arthur aux Russes et la Corée aux Japonais. Mais le Japon soucieux de s'agrandir, attaque Port-Arthur en 1903. La flotte russe, absente de cette région, après un an de navigation (Baltique, cap de Bonne Espérance, océan Indien) se fait couler par la flotte japonaise, tragique illustration pour la Russie, de son manque de ports et de la faiblesse de sa flotte. C'était la première fois qu'un pays non européen battait une puissance européenne. Anglais, Français en furent néanmoins satisfaits, la Russie était éliminée du partage de la Chine. Les U.S.A. s'entremirent pour la signature du traité qui laissait Port-Arthur, l'île de Sakhaline, la Corée, et le chemin de fer de Mandchourie aux Japonais. Deuxième et dernière défaite de l'impérialisme tsariste. Cette guerre, on sait, fut une des causes de la révolu de 1905.

En 1918, le gouvernem Soviets dénonce et rend public traités et annexes secrètes, à fureur des chancelleries occi et renonce à toute politique sionniste. Il devra d'ailleurs dé son territoire, par deux fois, contre une agression extérieure : de 1918 à 1923 contre les puissances européennes, de 1941 à 1945 contre l'Allemagne nazie.

50 ans passent et l'armée de Brejnev essaie en 1969 de reprendre la rive droite de l'Amour. 10 ans de plus, c'est le retour (100 ans plus tard) en Afghanistan. C'est à nouveau le financement des terroristes contre le gouvernement yougoslave dans les Balkans.

Quelle constance inquiétante d'Alexandre III à Brejnev !

Estelle DELMAS


Quelle constante inquétante d'Alexandre III à Brejnev. Chars russes en Afghanistan.

Les mineurs devant les grilles de la préfecture de Montpellier. Le délégué CGT explique les raisons de leur présence.
(Photo HR – Michel LOPEZ)

Lutte des mineurs pour sauvegarder leur emploi



Images des Cévennes



Les mineurs d'Alès «enchaînés» vont défiler jusqu'à la préfecture de Montpellier.
(Photo HR – M. LOPEZ)